

TEBBOUNE DONNE LE COUP D'ENVOI DE L'OPÉRATION
251.000 LOGEMENTS

«Les efforts de l'Algérie sont enviés»

Tebboune a donné, ce mercredi à la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger), le coup d'envoi de l'opération de distribution de 251.890 unités de logements, toutes formules confondues, à travers le territoire national. Le président Tebboune a procédé également à l'inauguration de la cité baptisée au nom du défunt moudjahid Mohamed Belouizdad et à l'inspection du projet de réalisation de 10.507 logements. P 3



APRES LA RÉHABILITATION
DES RAFFINERIES DU NORD
ET L'ENTRÉE EN PRODUCTION
DE CELLE DE HASSI MESSAOUD

**Retour à l'exportation
des carburants dès 2027**



Grâce au programme de réhabilitation des raffineries, l'Algérie s'est assurée son indépendance en matière de production de carburants. Si ce programme de réhabilitation est toujours en cours, dans sa partie concernant les raffineries du Nord du pays, il a déjà permis une augmentation conséquente des produits du raffinage du pétrole brut.

P 3

E-PAIEMENT, RÉFORME ET
MODERNISATION DU SECTEUR
BANCAIRE

**Les orientations de Faïd
aux DG de banques
publiques**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, avant-hier à Alger, une réunion de coordination avec les directeurs généraux des banques publiques, en présence de Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (Satim) et le Groupe d'intérêt économique Monétique (GIE).

P 5

TRAVAUX PUBLICS

**Rakhroukh appelle
à la préservation
du patrimoine
infrastructuel routier
du pays**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a appelé, mardi depuis Ghardaia, à la préservation, la maintenance et l'amélioration de l'état et la durée de vie du patrimoine infrastructuel routier national. S'exprimant lors du coup d'envoi des travaux de réalisation de la première tranche de 10 km de renforcement et de dédoublement du tronçon routier

P 4

TRANSPORT AÉRIEN
**Tassili Airlines
lance son «offre
El Djazair»** P 2

FONDS ALGÉRIEN DES STARTUPS
**Création prochaine
d'une antenne régionale
à Ouargla** P 2

COOPÉRATION
**M. Attaf reçoit l'Envoyé
spécial du Gouvernement
chinois pour le Moyen-
Orient** P 5

CNEP-BANQUE
Inauguration d'une
nouvelle direction
régionale à Sidi Bel
Abbes

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) a annoncé, hier dans un communiqué, l'inauguration à Sidi Bel Abbes d'une nouvelle direction commerciale. L'ouverture de cette direction s'inscrit dans le cadre de sa stratégie de développement visant à renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire nationale et offrir une meilleur qualité de service à ses clients. L'ouverture de cette structure vient porter le nombre de directions régionales à 17 réseaux, « consacrant, ainsi, la stratégie de la banque visant une présence élargie ainsi qu'une volonté tangible à favoriser l'accès aux services bancaires pour tous et à accompagner les opérateurs économiques locaux, en leur offrant des produits et services bancaires de qualité », souligne le communiqué.

TRANSPORT AÉRIEN
Tassili Airlines lance
son «offre El Djazair»

La compagnie aérienne nationale Tassili Airlines célèbre le 62eme anniversaire de l'indépendance avec le peuple Algérien et propose son « offre El Djazair » valable 62 jours. Tassili Airlines propose à ses passagers d'accéder à la classe business au tarif éco seulement 49 000 DZD pour un aller simple au départ de l'Algérie vers la France et 438€ (Euros) de la France vers l'Algérie. Il est également possible de profiter de remises jusqu' à 62% sur les vols internationaux avec un tarif de 13 600 DZD seulement en aller simple au départ de l'Algérie et de 94 EUR de la France vers l'Algérie. La compagnie indique que son offre soumise à conditions dans la limite des places disponibles.

FONDS ALGÉRIEN DES STARTUPS

Création prochaine d'une antenne régionale à Ouargla

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé, avant-hier à Ouargla, la création prochaine d'une antenne régionale du Fonds algérien des startups dans cette wilaya, afin d'accompagner la dynamique de l'entrepreneuriat que connaît la région, ces dernières années, notamment en milieu universitaire.

Synthèse Slimane T

S'exprimant à l'ouverture d'un exposition-vente, initiée par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), au cours de sa visite dans la wilaya, M. Oualid a indiqué que "la création de cette antenne régionale a pour objectif de fournir le financement et l'accompagnement nécessaires aux projets innovants et d'inciter la création des startups susceptibles de contribuer au développement économique". Outre les ressources fossiles, la wilaya d'Ouargla dispose d'un important potentiel des jeunes créateurs, a souligné le ministre signalant que cela s'est reflété dans la croissance des projets financés par les différents dispositifs de promotion de l'entrepreneuriat, à l'instar de l'ANGEM. Intervenant à cette occasion, la directrice générale de l'ANGEM, Souad Bendjemil, a mis en avant l'importance du programme

"Tamkine", lancé dernièrement par l'agence, pour l'accompagnement de proximité et la formation des porteurs de projets dans le domaine de l'entrepreneuriat. S'agissant de la 1ère édition de cette exposition régionale organisée à la bibliothèque principale de la lecture publique Mohamed-Tidjani sous le slogan "Le microcrédit, un mécanisme pour la création d'activités économiques", avec la participation d'une vingtaine de startups, Mme Bendjemil a souligné que telles initiatives constituent une opportunité pour mettre en exergue les compétences des jeunes et leurs créativité dans divers domaines, en plus d'offrir un espace approprié pour exposer et commercialiser leurs produits. Cet événement a été ponctué par la projection d'une vidéo sur les activités menées par l'ANGEM et les projets entrepreneuriaux couronnés de succès dans différents créneaux, entre autres, l'ar-

tisanat, le recyclage et la couture. Au cours de sa tournée dans la wilaya, le ministre a visité les différents stands d'une exposition des startups créées dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel 1275 (un diplôme-une startup et un diplôme-un brevet d'invention), tenue au niveau de la maison de l'Intelligence Artificielle (IA), avant de procéder à l'inauguration d'un incubateur des startups (espace d'excellence), fruit d'une convention de partenariat entre l'université Kasdi Merbah et la compagnie étrangère "Schlumberger". Dans la commune de Hassi-Benabdallah, M. Oualid a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation de neuf entrepôts de stockage des céréales. Au terme de sa visite, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a présidé une réunion consultative avec des jeunes porteurs de projets et auto-entrepreneurs de la wilaya.

MOSTAGANEM

13 projets d'investissement localisés à la ZI de Bordjia

Pas moins de 13 projets d'investissement industriels ont été localisés, jusqu'à présent, dans la zone industrielle de Bordjia, dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué le Directeur général de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache. Dans une déclaration à l'APS, en marge du colloque national sous le thème "Destination touristique de l'Algérie, encourager l'investissement et améliorer le climat des affaires", organisé hier mardi à Mostaga-

nem, M. Rekkache a souligné que cette première action de coordination entre l'AAPI et les services de la wilaya de Mostaganem, visant à valoriser la zone industrielle de Bordjia, dans la commune de Hassiane, a permis, à ce jour, de localiser 13 projets d'investissement nationaux et étrangers. Le même responsable a ajouté que "de nombreux investisseurs sérieux, dotés d'entreprises de renom, ont été intéressés et ont reçu les décisions définitives de lancer la réalisation de leurs pro-

jets dans les prochains jours". La valeur totale initiale de ces projets d'investissement est de 38 milliards de dinars et ils pourront créer 2.085 emplois directs, a indiqué M. Rekkache, ajoutant qu'il a été convenu avec les initiateurs de ces projets de travailler à la conclusion de contrats de sous-traitance avec des micro-entreprises et des startups et de réfléchir à l'établissement d'un mécanisme d'attribution de petites zones d'activité pour les activités de sous-traitance. S'agissant de la

plateforme numérique de l'investisseur, lancée le 8 février dernier, M. Rekkache a indiqué que ce moyen exclusif pour déposer des demandes d'assiettes foncières et leur traitement a enregistré 450 assiettes proposées au niveau de 42 wilayas. Le nombre total des demandes a atteint, à ce jour, 2.003, pour lesquelles 258 décisions provisoires ont été accordées et 72 d'entre elles sont devenues définitives, après l'achèvement de l'opération d'inscription, explique-t-on.

IL A REÇU DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES INGÉNIEURS DES MINES

Arkab insiste sur la formation de la main d'œuvre

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, mardi à Alger, le président et les membres de l'Association nationale des ingénieurs des mines, indique un communiqué du ministère. M. Arkab a rencontré, au siège du ministère, M. Ghrib Mohamed, président de l'Association nationale des ingénieurs des mines, et MM. Kamel Boulanouar, Ibrahim Merah et Mohamed Wahid Rostom, membres de cette association nationale", selon la

même source. Au cours de cette rencontre, l'accent a été mis sur «les objectifs, les missions et les activités de la première association nationale regroupant les ingénieurs des mines de toutes les wilayas du pays, outre les moyens de renforcer la coopération entre l'association et les entreprises du secteur des mines, notamment à travers la contribution au développement et à la promotion du secteur et des différents projets miniers actuels et futurs».

Après avoir présenté un exposé sur la stratégie du ministère pour le développement du secteur minier, M. Arkab a relevé «l'importance de promouvoir la main d'œuvre, à travers la formation continue et l'accompagnement des ingénieurs dans leur carrières professionnelle, via les établissements de formation et les instituts relevant du secteur, à l'instar de la filiale Sonarem Formation. Le ministre a également fait part, selon le communiqué, de la disposition de son secteur à accompagner les ac-

tivités de l'Association nationale des ingénieurs des mines et «à tenir des rencontres avec des experts et cadres du secteur, dans l'objectif de faire connaître l'ingénierie des mines et contribuer à la promotion du rôle des ingénieurs dans le développement du secteur et des projets miniers, ainsi qu'à encourager les jeunes cadres et les chefs des micro-entreprises et startups, porteurs de projets et de solutions innovantes dans le domaine minier ».

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TEBBOUNE DONNE LE COUP D’ENVOI DE L’OPÉRATION 251.000 LOGEMENTS

«Les efforts de l’Algérie sont enviés»

Tebboune a donné, ce mercredi à la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger), le coup d’envoi de l’opération de distribution de 251.890 unités de logements, toutes formules confondues, à travers le territoire national.

Synthèse Agence

Le président Tebboune a procédé également à l’inauguration de la cité baptisée au nom du défunt moudjahid Mohamed Belouizdad et à l’inspection du projet de réalisation de 10.507 logements. Le Chef de l’Etat a suivi un exposé sur l’état du secteur de l’Habitat et le bilan national de distribution des logements au cours de la période allant du 5 juillet 2020 au 5 juillet 2024, présenté par le ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi.

A son arrivée à l’entrée de la nouvelle ville de Sidi Abdellah, le président de la République a été accueilli par le Chef d’état-major de l’Armée nationale populaire (ANP), le Général d’Armée Saïd Chane-griha, le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du Territoire, Brahim Merad, le ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi et le wali d’Alger, Mohamed Abdenmour Rabehi.

Lors de ce coup d’envoi Tebboune a affirmé, que le logement était au cœur de l’édification d’une économie forte, soulignant que les efforts de l’Algérie dans ce domaine étaient "enviés par ses ennemis". Le président de la République a précisé qu'"aucun autre pays au monde ne peut rivaliser avec les chiffres de l’Algérie en matière de logement".

Après avoir suivi un exposé sur l’état du secteur de l’Habitat et le bilan national de



distribution des logements au cours de la période allant du 5 juillet 2020 au 5 juillet 2024, présenté par le ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, le président de la République s’est dit fier que ces logements soient "à 100% algériens".

Les efforts de l’Algérie dans ce domaine sont "enviés par ses ennemis" alors que les nouvelles villes réalisées "n’ont pas été suffisamment médiatisées dans le cadre des efforts de développement", a estimé le président de la République.

Il y a encore dix ans, Sidi Abdellah était une terre aride distribuée à des particuliers, mais "nous avons tout annulé pour y construire une nouvelle ville", a-t-il rap-

pelé.

A cette occasion, le président de la République a adressé ses félicitations aux Algériennes et aux Algériens bénéficiaires de nouveaux logements, les invitant à "s’enorgueillir des réalisations de leur pays libre pour lequel des millions de Chouhada se sont sacrifiés".

"L’Algérie est un grand pays pour lequel se sont sacrifiés de grands hommes de la trempe du défunt Moudjahid Othmane Belouizdad", dont une des cités de la nouvelle ville de Sidi Abdellah porte le nom, a soutenu le président de la République, assurant que l’Etat poursuivra ses efforts pour répondre aux besoins des citoyens en matière de logement.

MILA

Plus de 1.200 foyers des zones d’ombre de trois communes raccordés au réseau du gaz naturel

Plus de 1.234 foyers répartis à travers des zones d’ombre de 3 communes de la wilaya de Mila ont été raccordés, mercredi, au réseau de distribution du gaz naturel. Cette mise en gaz a bénéficié à 644 familles résidant dans les mechtas et hameaux de Bnat Athmane, Aziza 1, Aziza 2, Seddari Ouest, Koudia, Leh-rarga et Lehbatal, dans la commune d’Ain Beïda Ahriche.

L’opération a également donné lieu au raccordement des habitants de la mechta Oued-Drabla, au nombre de 372, dans la commune d’Ahmed Rachedi, et à ceux des mechtas Belmane et de Dar El Madjdoub, au nombre de 218 dans la commune de Rouached.

Selon les explications fournies aux autorités locales par la directrice de l’énergie, Nihad Ghennam, lors de la cérémonie de mise en service du raccordement des habitants de la mechta Bnat Athmane, l’opération de mise en gaz de ces différentes zones a nécessité un investissement public de plus de 152 millions de dinars pour un réseau de distribution de 59,34 km, le coût moyen d’un branchement étant estimé à 100.136 dinars.

Ces raccordements n’ont pas manqué de susciter une profonde satisfaction des bénéficiaires dont l’un, Mourad Guendouli, résidant à Bnat Athmane, a fait part à l’APS de son "immense bonheur de ne plus avoir se déplacer à la recherche de bonnes de gaz butane pour affronter le froid, particulièrement vif dans cette région, en hiver".

M. Guendouli a également exprimé sa reconnaissance aux pouvoirs publics qui ont accompli, a-t-il dit, de grands efforts pour améliorer le cadre de vie des habitants des zones d’ombre : "nous avons bénéficié aujourd’hui d’un projet important que nous attendions depuis fort longtemps et nous espérons la poursuite de ses efforts pour que nos autres besoins soient satisfaits au moyen de projets qui faciliteront notre vie quotidienne".

APRES LA RÉHABILITATION DES RAFFINERIES DU NORD ET L’ENTRÉE EN PRODUCTION DE CELLE DE HASSI MESSAOUD

Retour à l’exportation des carburants dès 2027

Par Réda Hadi

Grâce au programme de réhabilitation des raffineries, l’Algérie s’est assurée son indépendance en matière de production de carburants. Si ce programme de réhabilitation est toujours en cours, dans sa partie concernant les raffineries du Nord du pays, il a déjà permis une augmentation conséquente des produits du raffinage du pétrole brut.

Cela s’est traduit selon M. Slimane Slimani, vice-président de l’activité raffinage et pétrochimie au groupe Sonatrach, qui s’est exprimé chez des confrères, par la mise sur le marché de quantités additionnelles passant de 27 millions de tonnes à 30 millions de tonnes entre 2018 et 2023, tous produits confondus.

Slimani a souligné que les activités de Sonatrach visent à répondre, en priorité, aux besoins du marché national sans négliger les engagements de Sonatrach à l’export.

D’une manière générale, il a expliqué

que les capacités de raffinage de l’Algérie sont augmentées de 3,6 millions de tonnes /an. Cette augmentation, selon ce responsable permet de satisfaire les besoins domestiques et de répondre dans une certaine mesure à l’international.

Après avoir garanti une autosuffisance en matière d’essence et gasoil, l’Algérie se lancera dans l’exportation dès 2027. Un excédent de production de près d’un million de tonnes sera orienté vers les marchés internationaux.

Il faut savoir qu’entre 2018 et 2023, en matière de raffinage, la production de Sonatrach est passée de 27 millions de tonnes à 30 millions de tonnes, avec dans le détail de 2, 2 à 3,7 tonnes/an pour l’essence et de 7, 8 à 10,3 millions tonnes /an pour le gas-oil, y compris pour le kérosène.

Précisant sa pensée, il a ajouté que le programme de réhabilitation et d’adaptation des raffineries du Nord du Pays, reste un objectif essentiel pour notre géant pétrolier, et qu’en ce sens, cela a permis une augmentation

de nos capacités de traitement, puisqu’on est passé de 27 millions à 30 millions tonnes/an, avec un additif de 2 millions MT gas-oil et 1, 2 M/T d’essence. «Et cela dans un souci de sécurisation de nos raffineries en termes de sécurité industrielle et de conformité aux normes environnementales (rejets gaz et liquide). S’agissant de la Raffinerie de Hassi Messaoud, l’intervenant a précisé que les discussions sont en cours et que la mise en production sera pour 2027. Cette raffinerie, une fois opérationnelle apportera e quantité additionnelle de 2,7 M/T gas-oil et 1,7 M/T essence plus 500 000 tonnes de bitume.

Il a précisé aussi, qu’avec une courbe de croissance économique en hausse, il faut voir que depuis mars 2020 aucun litre d’essence n’a été importé comme ce fut le cas avant. Même en situation de flux tendu, Sonatrach couvre les besoins nationaux, depuis 2020 pour le gas-oil avec plus de 10M/T an et pour l’essence la situation est excédentaire.

Qu’en on juge : La production en essence est de 4 millions de tonnes, alors que la consommation est de 3,5 Millions, avec une augmentation de l’utilisation du GPLC de 25000 à 1,7 M/T, comme substitut de l’essence.

A ce sujet, Slimani a précisé que son groupe n’a pas de levier pour agir sur la demande, et que celui-ci agit sr l’offre. Or les carburants sont subventionnés, et pour pérenniser les efforts de Sonatrach, il est attendu un retour sur la consommation avec plus de rationalité dans l’utilisation des carburants, ce qui permettra des projections plus fiables.

S’agissant des futurs besoins, avec tous les projets structurants en cours ou à venir, Slimani rassure et dit qu’ils sont pris en compte, même pour le Sud, avec l’ouverture de la raffinerie de Hassi Messaoud en 2027. En conclusion, il affirme que dans plan d’investissement du groupe, sur les 50 milliards prévus pour 2024/2028, 20% seront consacrés à la pétrochimie.

SONATRACH

L’ENTP reçoit le prix européen «Best Quality Leadership Awards 2024»

L'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), filiale à 100% du Groupe Sonatrach, a obtenu le prix "Best Quality Leadership Awards 2024" dans sa catégorie "Gold", décerné par l'European Society for Quality Research (ESQR) basée en Suisse, a indiqué mardi un communiqué du groupe. La distinction a été remise le 30 juin dernier au PDG de l'ENTP, Abdelghafour Ghellab, lors d'une cérémonie organisée au Théâtre de l'Hôtel Le Plaza à Bruxelles, rehaussée par la présence de l'ambassadeur de l'Algérie en Belgique, Mohamed Al Amine Bencherif, qui a tenu à soutenir durant tout l'événement la délégation de l'ENTP, a précisé la même source. Ce prix est dédié à la promotion de la culture de la qualité et la reconnaissance des meilleures pratiques, de l'excellence, du leadership, de l'innovation technologique et des réalisations en matière de qualité des organisations à l'échelle mondiale, a fait savoir le communiqué. Le prix "Best Quality Leadership" a été décerné, dans sa version 2024, à 56 entreprises, organisations et institutions des 41 pays retenus sur une sélection faite sur 144 pays à travers le monde, a ajouté la compagnie nationale des hydrocarbures, tout en soulignant que "l'ENTP est l'unique entreprise algérienne ayant reçu cette distinction et également la seule entreprise du secteur pétrolier concernée par cette distinction en 2024".

SEVRAGE TABAGIQUE

L’OMS appelle à aider les fumeurs qui souhaitent renoncer au tabac

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande un ensemble d'interventions liées au sevrage tabagique, parmi lesquelles une aide comportementale fournie par des prestataires de soins, des méthodes numériques et des traitements pharmacologiques, afin d'aider plus de 750 millions de fumeurs dans le monde qui souhaitent renoncer au tabac sous toutes ses formes. Les recommandations, publiées mardi, s'appliquent à tous les adultes qui veulent arrêter de consommer différents produits du tabac comme les cigarettes, les pipes à eau, les produits du tabac sans fumée, les cigares, le tabac à rouler et les produits du tabac chauffés. "Ces lignes directrices marquent une étape cruciale dans la lutte mondiale contre ces produits dangereux", a déclaré le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, précisant qu'elles donnent aux pays les outils essentiels pour aider efficacement les consommateurs à renoncer au tabac et alléger le fardeau mondial des maladies liées au tabagisme. Plus de 60 % des 1,25 milliard de consommateurs de tabac dans le monde, soit plus de 750 millions de personnes, souhaitent se passer du tabac, mais 70 % n'ont pas accès à des services de sevrage efficaces, selon l'OMS.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

TRAVAUX PUBLICS

Rakhroukh appelle à la préservation du patrimoine infrastructurel routier du pays

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a appelé, mardi depuis Ghardaia, à la préservation, la maintenance et l'amélioration de l'état et la durée de vie du patrimoine infrastructurel routier national. S'exprimant lors du coup d'envoi des travaux de réalisation de la première tranche de 10 km de renforcement et de dédoublement du tronçon routier de la Route nationale RN-1 reliant Ghardaia à El Meniaa, en vue d'améliorer la sécurité routière, la compétitivité et l'attrait des investissements, M. Rekhrouk, qui était accompagné du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a mis en exergue les efforts consentis par les pouvoirs publics durant ces dernières années pour la modernisation, le dédoublement, le renforcement et l'amélioration du réseau routier du pays qui s'étend sur plus

de 144.000 km. Et d'ajouter que des efforts se poursuivent en 2024 pour l'achèvement de la route "express" Alger/Ghardaia avant la fin de l'année en cours. M. Rakhroukh a ordonné au responsable des travaux publics de la wilaya de Ghardaia de dégager un montant conséquent pour l'entretien et la maintenance du tronçon de la RN-1, Ghardaia et la limite administrative avec la wilaya d'El Meniaa, pour apporter des réponses concrètes et durables au défi de l'entretien et de la modernisation de cette route considérée comme "épine dorsale" entre le Nord et le Sud, afin d'assurer la mobilité et favoriser le développement économique et social et culturel dans cette partie de notre pays. Il a indiqué en outre que, les différents projets structurants lancés, ou devant l'être prochainement à l'échelle nationale visent à moderniser les autoroutes

et les routes nationales, à éliminer les points noirs et à faciliter la circulation sur de nombreux tronçons du réseau routier, en concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment l'engagement n 15 relatif au lancement de grands projets structurants pour renforcer le réseau ferroviaire national et les autoroutes, au service de la mobilité et du développement social et économique. Le ministre a souligné que Ghardaia est un centre névralgique du secteur des transports traversé par 04 routes nationales (RN-1, 49, 107 et 124) et dispose d'un réseau routier de 1.037 km de routes nationales (sans tenir compte des 52 km de la route de contournement de la vallée du M'zab), de 292 km de chemins de wilaya et de 43 km de routes communales dont 25 km revêtus.

BANQUE MONDIALE

Une nouvelle plateforme pour faciliter le financement du développement

Les garanties de prêt et d'investissement agissent comme un catalyseur puissant dans la mobilisation de capitaux indispensables pour stimuler la croissance économique et améliorer les services publics dans les pays en développement. Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 1er juillet 2024, le lancement d'une nouvelle plateforme centralisée de garantie de prêt et d'investissement pour améliorer la mobilisation des financements en faveur des pays en développement et des projets risqués. « La plateforme de garantie du Groupe de la Banque mondiale est opérationnelle. Elle rassemble les produits et les experts de la Banque mondiale, de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) dans un souci de simplicité, d'efficacité et de rapidité. Son objectif est de porter l'émission annuelle de garanties du groupe à 20 milliards de dollars d'ici 2030 », a souligné l'institution financière multilatérale, indiquant que la nouvelle plateforme devrait révolutionner le paysage du financement du développement. Ce « guichet unique », qui sera placé sous l'égide de la MIGA, offrira trois types de couvertures : des garanties de

crédit pour les prêts au secteur public ou privé ; des garanties de financement du commerce impliquant des entités publiques ; et une assurance contre les risques politiques non-commerciaux pour les projets du secteur privé ou les partenariats public-privé. Le Groupe de la Banque mondiale offrait jusqu'ici

à ses clients 20 solutions de garantie disséminées dans l'ensemble des filiales de l'institution, chacune d'entre elles étant assortie de règles, de normes et de processus différents. Un éparpillement et une multiplicité qui limitent leur potentiel et leur accessibilité.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 02 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Juillet 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	88	97	79	البطاطا
	Tomate	68	79	57	الطماطم
	Oignon sec	54	61	47	البصل الجاف
	Ail sec	354	416	292	الثوم الجاف
	Carotte	78	96	61	الجزر
	Navet	148	163	133	لفت
	Poivron	100	112	88	الفلفل الأخضر
	Piment	127	144	110	الفلفل الحار
	Courgette	78	88	68	الكوسة
	Haricot vert	257	280	235	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	103	116	91	الخس
	Pomme locale	422	522	321	التفاح المحلي
	Datte	537	671	403	التمر
	Melon	116	128	103	البطيخ الاصفر
	Pastèque	90	102	78	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Banane	313	328	298	الموز
	Viande bovine locale	1758	1908	1609	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	361	373	350	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

E-PAIEMENT, RÉFORME ET MODERNISATION DU SECTEUR BANCAIRE

Les orientations de Faïd aux DG de banques publiques

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, avant-hier à Alger, une réunion de coordination avec les directeurs généraux des banques publiques, en présence de Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (Satim) et le Groupe d'intérêt économique Monétique (GIE).

Par Sirine R.

Cette réunion a été consacrée au suivi de la mise en œuvre de la feuille de programme de développement des moyens de paiement électronique, conformément aux engagements du Président de la République relatifs à la réforme et à la modernisation du secteur bancaire, indique le ministère dans un communiqué. Ainsi cette rencontre a été consacrée à l'examen de la mesure dans laquelle les objectifs fixés à cet égard ont été atteints. Il a également permis de visualiser le processus des services de paiement électronique, qui ont atteint un stade de travail avancé. La feuille de route de la stratégie nationale de modernisation du paiement s'articule autour de cinq axes principaux, tels que l'adoption d'un cadre réglemen-

taire lié au paiement électronique, la modernisation de l'infrastructure monétaire, le développement des technologies de paiement modernes, ainsi que le développement de la digitalisation du flux de paiement, en plus d'améliorer la culture financière liée au paiement électronique, rappelle le ministère. La réunion a souligné l'importance du cadre juridique qui garantit la sécurité des transactions et renforce la protection des acteurs économiques, et qui fournirait des mécanismes de surveillance garantissant l'intégrité et la crédibilité du système financier. Laaziz Faïd a souligné, dans son intervention, la nécessité d'accélérer le rythme de tous les travaux en cours en matière de paiement électronique, en tenant compte des délais fixés. La réunion a été l'occasion d'écouter les différentes présentations faites par les re-

présentants des banques, d'échanger et de les guider dans l'examen approfondi des aspects les plus importants de leurs interventions, qui contenaient des détails en langage des chiffres sur le développement des moyens de paiement électronique, en mettant l'accent sur la nécessité d'éduquer les citoyens et de les sensibiliser à l'importance de cette transformation numérique et d'expliquer les concepts et les mécanismes qui y sont liés. En conclusion, Laaziz Faïd a réitéré son engagement à mener à terme la réforme de la gouvernance des banques publiques en faisant de la gestion axée sur les résultats et la performance un critère clé, notant que cette approche vise à renforcer l'efficacité et la responsabilité et contribue également à la modernisation et à l'amélioration continue du secteur financier.

COOPÉRATION

M. Attaf reçoit l'Envoyé spécial du Gouvernement chinois pour le Moyen-Orient

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, mercredi au siège du ministère, l'Envoyé spécial du Gouvernement chinois pour le Moyen-Orient, M. Zhai Jun, indique un communiqué du ministère. La rencontre a permis de passer en revue les relations de partenariat et d'amitié privilégiées entre les deux pays et d'examiner les perspectives de leur renforcement, notamment dans les domaines économiques, dans le cadre de la concrétisation des résultats importants de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République populaire de Chine en juillet 2023, précise le communiqué. M. Attaf a également abordé avec l'Envoyé spécial chinois les prochaines échéances multilatérales Chine-Afrique et Chine-Monde arabe, selon la même source. Les deux parties se sont, par ailleurs, félicitées de l'étroite coordination entre les deux pays dans les fora internationaux, notamment au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies, au service de la paix et de la sécurité internationales et en faveur des causes justes dans le monde, en tête desquelles la cause palestinienne conclut le communiqué.

PUBLICITÉ



الطبعة السابعة
+٠٣٠٤٧٦ +٤٥ 7
7th edition

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية
السيد عبد المجيد تبون

الجائزة الكبرى آسبا جبار للرواية
ASSIA DJEBAR NOVEL GRAND PRIZE
2024 09 جويلية
فندق الأوراسي الجزائر العاصمة

www.prixassiadjebardz



المؤسسة الوطنية للاتصال، النشر والتوثيق
Entreprise Nationale de Communication, Édition et de Publications

Platinum

Cevital

Gold

موبيليس
معارف
MADAR

Silver

CAAT
ALRAYANE

Bronze

saa
CASH

Partenaires Médias



JIJEL

Mise en exploitation "avant fin 2024" de nombreuses infrastructures sportives

Plusieurs infrastructures sportives seront mises en exploitation, après réhabilitation, "avant la fin de l'année en cours" dans la wilaya de Jijel, a indiqué, mardi, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Amine Meziane-Cherif. Il s'agit des salles omnisports des cités "Bourmal" et "Faubourg", au chef-lieu de wilaya, et des communes d'El Milia et de Taher, en plus de nombreuses aires de jeux dans plusieurs communes telles qu'OuledAskeur, El Ancer, Chekfa, Emir-Abdelkader et Kaous, a précisé le même responsable, ajoutant que les terrains des stades de Taher et d'El Milia disposent désormais de pelouses en gazon synthétique. M. Meziane-Cherif a également fait part de la réception, "prochainement" d'une salle multisports de 3.000 places au quartier "3ème kilomètre" de Jijel. Une salle apte à accueillir des compétitions nationales, a-t-il encore indiqué, ajoutant qu'un projet de réhabilitation du complexe sportif " Rouibah-Hocine" sera lancé pour une première enveloppe de 300 millions de dinars. Pour rappel, la ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, avait annoncé lors d'une visite de travail à Jijel, le 8 juin dernier, la levée du gel de 20 opérations relevant de ce secteur, dotées d'enveloppe financière de 1,3 milliard de dinars.

BOUIRA

500 millions de DA pour la réhabilitation du réseau d'AEP de la ville

Une enveloppe de 500 millions de DA a été mobilisée pour le lancement prochainement d'une vaste opération de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) de la ville de Bouira afin d'améliorer la qualité du service, a-t-on appris mardi auprès des services de l'Algérienne des eaux (ADE).

Un montant de 500 millions de DA sera destiné à lancer des travaux de réhabilitation d'un réseau d'AEP d'une longueur de 30,6 km dans la ville de Bouira pour améliorer la qualité du service au profit des citoyens et habitants du chef-lieu de la wilaya", a expliqué le directeur de l'ADE de Bouira, Hakim Lacen. "Cette opération, qui sera lancée le plus tôt possible, nous permettra de rénover le réseau et surtout de gagner un débit de 5.000 M3 d'eau pour renforcer l'alimentation en cette ressource vitale dans la ville de Bouira", a précisé M. Lacen. Ce projet a été confié à l'Entreprise publique de mise en valeur et d'aménagement rural (EMIVAR), qui devra démarrer le chantier

dès l'achèvement des procédures administratives, a expliqué le même responsable. "En 2023, une enveloppe estimée à 400 millions de DA a été consacrée à une opération similaire visant à rénover 95 km de réseau d'AEP à travers quelques communes comme Bechloul et Kadiria et dont les travaux sont toujours en cours", a-t-il fait savoir. Toujours dans le cadre des efforts du secteur visant à améliorer la qualité du service, d'autres opérations seront lancées bientôt par la direction des ressources en eau (DRE) pour réparer des fuites enregistrées dans les communes de Sour El Ghouzlane, El Hachimia, Ain Bessam et à Lakhdaria (Ouest de Bouira), rappelle-t-on. Pour renforcer l'alimentation en eau potable

dans la partie Est de la wilaya, les services du secteur comptent lancer prochainement des travaux de réhabilitation de plusieurs sources naturelles situées sur le massif du Djurdjura dont notamment "Lainssaraverkane" (la source noire) située sur les hauteurs de Saharidj (Est), ainsi que la source de "Tanagout" à Haizer. Ces sources qui ont un important débit peuvent renforcer l'alimentation en eau dans la région de l'Est de la wilaya, a expliqué pour sa part la directrice des ressources en eau (DRE). "La source noire, ou LainsserAverkane offre un débit de 1.200 Litres par seconde en hiver et 200 L/S en été", selon les détails fournis par Amina Bougoufa.

TISSEMSILT

Plus de 300 millions de dinars investis pour consolider le réseau d'électricité

La direction de Distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tissemsilt a consacré une enveloppe budgétaire de plus de 300 millions de dinars destinée à l'amélioration du service public dans l'approvisionnement de ses clients en électricité et à consolider le réseau de cette source d'énergie durant la saison estivale, a-t-on appris de cette direction. La chargée de la communication de la Sonelgaz de la wilaya, Samia Djerbi, a précisé que "la Société a élaboré un programme d'investissement spécial, en réponse à la

consommation croissante de l'énergie électrique durant la période estivale, par l'allocation de 300 millions de dinars visant à consolider et renforcer les différents réseaux, faisant état de la réalisation de 51 opérations ciblant la rénovation du réseau électrique souterrain et aérien sur plus de 15 kilomètres linéaires". S'agissant du programme d'urgence spécial été, les services de la Sonelgaz ont procédé à la mise en exploitation de 10 postes de transformation d'électricité à travers plusieurs communes, sachant

que les travaux sont actuellement en cours pour la réalisation d'un réseau électrique sur une longueur de pas moins de 56 kilomètres, a-t-on fait savoir. La chargée de la communication a, d'autre part, fait observer que la Société a procédé à la maintenance préventive des équipements destinés à approvisionner les postes transformateurs d'électricité de la wilaya, en plus d'intensifier le nombre des équipes techniques de la direction des subdivisions et des agences commerciales qui lui sont rattachées, dans le but de ga-

rantir la rapidité de l'intervention et d'assurer la continuité et la qualité de l'alimentation des clients en électricité. Il convient de signaler que la direction de distribution de la wilaya de Tissemsilt assure la gestion d'un réseau de plus de 5.800 kilomètres de moyenne et de basse tensions (BT-MT), 1.556 postes transformateurs et 3 grands centres de production assurant l'alimentation en cette source d'énergie des 22 communes que compte cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-ouest du pays.

M'SILA

Lancement du fonçage de 4 forages à Boussaâda pour renforcer l'alimentation en eau potable

Les travaux de réalisation, d'équipement et de raccordement au réseau d'électricité de quatre forages ont été lancés mardi à Boussaâda, wilaya de M'sila, en vue de renforcer l'approvisionnement en eau potable (AEP) de la population pour un montant de plus de 90 millions DA. Dans une déclaration à l'APS en marge du

lancement de ces travaux, le wali délégué de Boussaâda, RiadhBenahmed, a précisé que deux de ces forages de 250 mètres linéaires de profondeur seront réalisés dans la région de MaadherRegba pour 20,9 millions DA et 20,8 millions DA, un troisième de 300 mètres de profondeur dans la région d'El Madher pour 24,39 millions DA et le quatrième de 300 mè-

tres de profondeur sera réalisé à Mitar pour 23,99 millions DA. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts des autorités locales pour renforcer le réseau de distribution d'eau potable particulièrement à Boussaâda qui a connu des perturbations dans la distribution au cours des dernières semaines, selon la même source.

SKIKDA

Réalisation d'une maison régionale de l'agriculteur

La réalisation d'une maison de l'agriculteur à caractère régional sera prochainement lancée à Skikda, a indiqué mardi le directeur de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA) de cette wilaya, Hamza Hannachi. Le même responsable a précisé que le projet de cette structure, qui chapeautera six wilayas de l'Est du pays, "est directement supervisé par la direction générale de la Caisse nationale de la mutualité

agricole". Cette maison régionale de l'agriculteur sera la deuxième dans l'Est du pays après celle réalisée à Khenchela et assurera des prestations gratuites aux agriculteurs et éleveurs, selon la même source qui a précisé que le choix de Skikda a tenu compte de la vocation et des potentialités agricoles de cette wilaya et de sa position stratégique. Un terrain de 1000 m2 situé dans la commune EmdjezEdchich (Ouest de Skikda) a été choisi

pour accueillir ce projet qui a obtenu l'accord officiel de la commission de wilaya de l'investissement, a indiqué M. Hannachi qui a souligné que le bureau d'étude et l'entreprise de réalisation seront désignés dans les prochains jours et la réalisation pourra démarrer dès l'achèvement d'ultimes et simples procédures administratives. Une fois opérationnelle, cette maison de l'agriculteur assurera la formation et l'accompagnement aux agricul-

teurs des wilayas de Skikda, Guelma, Annaba, El Tarf, Jijel et Constantine, en plus des prestations gratuites de la clinique vétérinaire qui sera ouverte au sein de cette structure, a-t-il dit. La maison régionale de l'agriculteur disposera d'un bureau de la CRMA, une clinique vétérinaire équipée de moyens modernes et d'un centre des analyses qui sera le deuxième du genre à l'Est du pays, en plus d'une salle de conférence de 100 places.

L’Afrique face à la «seconde révolution» de l’intelligence artificielle

Autrefois discipline du futur, l’intelligence artificielle est devenue une technologie du présent dont se sert de plus en plus l’écosystème économique. Alors les experts constatent une nouvelle révolution après celle d’il y a une décennie, quelle place pour le continent africain dans cette fièvre technologique ? Eléments de réponse.

Par Ristel Tchounand

Comprendre les problèmes et les résoudre, tels sont deux des principaux avantages que les experts à travers le monde décernent à l'intelligence artificielle (IA), cette technologie alliant mathématiques et sciences cognitives et qui simule l'intelligence humaine. Créée dans les années 60, on en a peu entendu parler jusqu'à la dernière décennie. Cependant, « il y a huit ans, tout a été révolutionné et aujourd'hui nous sommes en train d'entrer dans la seconde révolution de l'IA », affirme le philosophe des sciences Jean Staune qui a livré une keynote magistrale lors du World Electronics Forum organisé les 17 et 18 avril à Rabat, au Maroc. D'après lui, tous les continents, y compris l'Afrique, ne peuvent échapper à ces changements technologiques, sauf que pour pleinement naviguer dans cette « seconde révolution de l'IA », il faudrait, estime-t-il, « emmener les jeunes générations à en maîtriser les contours ».

Entre opportunités et risques ?

Même si elle reste moins répandue qu'en Europe, en Amérique ou en Asie, l'intelligence artificielle fait de plus en plus parler d'elle en Afrique. Au printemps 2019, l'arrivée à Kigali -au Rwanda-

de Sophia, le robot humanoïde compté parmi les intervenants du Transform Africa Summit reste gravé dans les mémoires. Depuis lors, on voit émerger des experts parfois très jeunes y compris des femmes africaines. De même, tous les forums et conférences autour digital évoquent automatiquement les sujets liés au développement de l'IA dont se servent déjà de nombreuses entreprises. D'ailleurs un rapport de PricewaterhouseCoopers (PwC) indiquait qu'entre 2019 et 2022, 46% des PDG africains envisageaient de lancer un projet d'IA. « C'est la recherche de l'efficacité, de l'efficacité qui a favorisé la naissance de l'intelligence artificielle », rappelle Brutus Sadou Diakité, d'Orange. « L'être humain est généralement très intelligent, mais ne peut traiter de grandes quantités de données. Après avoir effectué une seule fois un trajet, l'humain pourra difficilement prendre une décision extrêmement précise sur la base de tout ce qu'il a vu en chemin, parce qu'il ne se souvient qu'à peine de 10% », explique-t-il, ajoutant que « l'IA en revanche est une machine ou un logiciel qui a la capacité d'aller fouiller dans l'ensemble des données pour aider à prendre rapidement une décision précise ». Dans le contexte d'accélération du développement socio-économique dans lequel se trouve le continent africain, de telles innovations technologiques « sont utiles », estime cet expert du digital. Alors qu'un des

grands débats autour de l'intelligence artificielle est celui de l'avenir de l'emploi, les avis sont partagés. Sur un continent où le taux moyen de chômage en 2023 est 5,8% selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le débat fait encore plus sens. Jean Staune, notamment, évoque plusieurs risques liés à l'actuelle révolution de l'IA dont « le risque qu'une IA, même si elle n'est pas consciente, finisse par remplacer les humains ». « Il y a effectivement une forme d'IA qui commence à arriver. Si elle n'est pas gérée avec responsabilité, elle peut emmener des dégâts, parce que c'est une IA capable elle-même d'aller chercher des informations partout, de les traiter et de prendre des décisions basées sur ses résultats », explique Brutus Diakité.

« Avec des IA sans émotions, pas de peur pour les humains »

Gustavo Montero, expert international et patron d'entreprises dans le domaine de la High Tech, estime que les craintes devraient être nuancées, car dit-il, la probabilité d'une humanisation quasi-complète de l'IA reste « incertaine et si possible très lointaine ». Il va plus loin : « tant qu'on ne peut pas enseigner les émotions à l'IA, j'estime personnellement qu'il n'y a pas grand-chose à craindre au sujet des humains ». Ses arguments : « même si elles ont parfois rendu cer-

taines fonctions inutiles, toutes les vagues d'innovation ont créé de l'emploi, d'une manière ou d'une autre », affirme-t-il, soulignant que le défi est surtout lié à l'éducation. « Les choses pourraient se compliquer si nous gardons la configuration d'aujourd'hui où nous avons un monde éduqué digitalement et un autre qui ne l'est pas. Car, les gens éduqués digitalement pourront aisément naviguer et évoluer dans un monde d'IA, quand cela serait difficile pour les non-éduqués digitalement ».

L'appel récurrent

Si des voix s'élèvent récemment sur le continent évoquant le fait qu'avant de parler de développement de l'intelligence artificielle, il faudrait résoudre une fois pour toutes la problématique de la connectivité, banques, industries et entreprises de services etc réussissent à renforcer l'efficacité de leurs process grâce aux solutions d'IA. Mais dans une Afrique qui a démontré sa capacité à réaliser des sauts technologiques, son aptitude à réaliser une révolution de l'IA adaptée à ses réalités socio-économiques n'est-elle pas un champ à explorer, tant par les gouvernements, les entreprises que par l'écosystème Tech ?

Source : Tribune Afrique

L'EUROPE EN QUÊTE D'UNE LOI SPATIALE

Un enjeu critique pour la sécurité orbitale

Par Mylène Bosio (*)

La menace croissante des débris spatiaux constitue une préoccupation majeure pour la sécurité et le bon fonctionnement des satellites en orbite. Il y a urgence à mettre en place une réglementation spatiale, qui pourrait établir des exigences minimales. L'espace revêt une importance cruciale dans notre quotidien et dans de nombreux secteurs industriels, bien que sa valeur soit souvent sous-estimée. Des services de télécommunications et de navigation aux transactions financières, en passant par la gestion de l'énergie, les technologies spatiales jouent un rôle indispensable dans notre société moderne, facilitant nos activités et améliorant notre qualité de vie de manière essentielle mais souvent discrète. Selon Ane Aanesland, ambassadrice de France 2030 dans le spatial, un individu utilise en moyenne 47 satellites par jour. Avec l'augmentation significative des lancements, dépassant les 2.600 en 2023 contre près de 1.300 en 2020, et face à l'accumulation croissante de débris en orbite ainsi qu'à l'émergence de nouveaux acteurs spatiaux, garantir la sécurité et la durabilité des activités spatiales est impératif. La menace croissante des débris spatiaux constitue une préoccupation majeure pour la sécurité et le bon fonctionnement des satellites en orbite. Ces débris, qu'il s'agisse de fragments de satellites désactivés ou de résidus de lancements précédents, peuvent causer des dommages significatifs en cas de collision avec d'autres satellites. Actuellement, on estime à plus de 36.500 le nombre de débris d'une taille supérieure à 10 centimètres en

orbite terrestre, augmentant ainsi le risque de collisions et de dommages pour les satellites opérationnels.

Normes et directives lacunaires

Pour atténuer ces risques, en complément des efforts institutionnels, des entreprises privées spécialisées dans la surveillance de l'espace ont émergé ces dernières années. La Space Situational Awareness (SSA), ou surveillance de la situation spatiale, permet d'obtenir une analyse approfondie du trafic spatial. À l'aide de capteurs comme des télescopes, ces entreprises surveillent en continu l'espace, identifiant les risques de collision et fournissant des avertissements préventifs aux opérateurs de satellites. Au cours de la prochaine décennie, le marché de la SSA devrait générer un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars. Les normes et directives claires font cruellement défaut dans ce domaine, l'établissement d'une législation spatiale européenne commune est ainsi devenue une priorité. En effet, cette législation pourrait jouer un rôle majeur dans le domaine spatial à travers l'action de l'Agence Spatiale Européenne (ESA) ou des organismes de l'Union européenne (UE) compétents. Ainsi, la Commission européenne œuvre actuellement à l'élaboration d'une nouvelle loi spatiale dont le projet devrait paraître fin 2024, début 2025. L'adoption est prévue pour 2027. Cette législation inclura des règles de gestion du trafic spatial visant à prévenir les collisions et à limiter la création de débris spatiaux. Le transport routier a nécessité un code de la route, également les transports aérien, maritimes et autres il est donc urgent de finaliser un «

code de la route » de l'orbite basse.

Lenteur des institutions

D'éminents spécialistes tels que le Professeur Massimiliano Vasile soulignent que la problématique de la congestion de l'orbite basse s'aggrave à un rythme bien plus rapide que prévu, accentuée par un manque de réglementation. Alors que l'espace aérien terrestre peut être géré de manière relativement aisée, la complexité de la gestion de l'orbite basse réside dans l'absence de territoire spatial défini. Les institutions essaient de rattraper le retard mais c'est malheureusement trop lent face aux cadences infernales des entreprises américaines qui œuvrent pour le lancement de méga-constellations. Les gouvernements nationaux et les organisations internationales ont reconnu les risques posés par les débris spatiaux et envisagent des solutions. Le Japon, le Royaume-Uni, l'Agence spatiale européenne, l'Union européenne et les États-Unis envisagent une législation, des politiques et des lignes budgétaires qui soutiennent la surveillance et l'élimination des débris potentiellement dangereux.

Des exigences minimales

L'absence de régulation européenne s'explique en partie par la disparité des secteurs spatiaux des États ainsi que de leur cadre réglementaire ; certains États ayant adopté un texte et d'autres non. Ainsi, la position de chaque État vis-à-vis d'une réglementation européenne diffère. Pour les États sans capacités spatiales, dans certains cas une législation européenne représente un véritable trem-

plin pour l'émergence de leur propre secteur spatial tandis que dans d'autres, elle est jugée superflue et contraignante. Pour les États déjà dotés d'un secteur dynamique, cette législation pourrait compléter le corpus réglementaire existant, alors que certains craignent une ingérence dans leur souveraineté. La future loi spatiale européenne pourrait établir des exigences minimales pour tous les systèmes spatiaux, notamment en matière d'anti-collision, et de régulation du retrait des satellites de l'orbite. Malgré des régulations actuelles limitées dans le domaine de la SSA, la France se positionne en tête avec sa loi relative aux opérations spatiales, en vigueur depuis 2010. Cette loi n'impose pas de systèmes anti-collision aux opérateurs de satellites, mais exige une réduction des débris spatiaux. La réforme de la réglementation technique adossée à la loi française exige notamment lors des phases de lancement, de la mise en orbite ainsi que du retour sur Terre, une série d'exigences que les opérateurs doivent respecter pour assurer la réduction de la production des débris spatiaux.

La France en leader

L'expertise française auprès de ses partenaires européens en matière de régulation des opérations spatiales constitue un réel avantage dans la conduite des travaux préparatoires de la loi européenne. La création d'un marché unique des activités spatiales est l'un des enjeux majeurs des débats, ce qui impliquerait notamment d'uniformiser les obligations techniques pour tous les acteurs, européens ou non, qui souhaiteraient

conduire, sur le continent, des opérations spatiales. Par ailleurs, cette loi consoliderait ainsi une approche européenne au Space Traffic Management (STM) dans les débats internationaux. En s'appuyant sur ses leaders nationaux en SSA, la France est en mesure de proposer une législation européenne pertinente, renforçant la sécurité des opérations spatiales à travers le continent. En promouvant des initiatives de SSA avancées, elle peut non seulement consolider sa position dans le secteur spatial mondial, mais aussi jouer un rôle de premier plan dans la création d'une Europe spatiale unifiée et compétitive. Des solutions se trouvent également dans la recherche et l'innovation pour concevoir des instruments d'atténuation comme par exemple l'intelligence artificielle pour recommander des manœuvres anti-collisions mais aussi les technologies lasers, les space vans, etc. L'entreprise Aldoria, startup française spécialisée dans la surveillance de l'espace, plaide en faveur de normes européennes pour réguler le trafic spatial et prévenir les risques de collision tout en mettant l'accent sur la priorisation des services de SSA d'industriels européens pour renforcer le secteur aérospatial. Une loi européenne pourrait être un outil majeur de soutien à l'innovation et à la compétitivité des entreprises européennes. Cette approche permettrait de favoriser le développement de l'expertise et des capacités technologiques au sein de l'Europe, renforçant ainsi sa position dans le domaine spatial mondial.

(*) Vice-présidente des ventes et du marketing d'Aldoria.
Source : La Tribune.fr

DUBAI

Le sommet SuperBridge de 2024 réunira les leaders internationaux de la «nouvelle génération» pour l'innovation économique

Le Dubai World Trade Centre (DWTC) et le conseil du Super-Bridge ont annoncé que la deuxième édition très attendue du sommet SuperBridge de 2024 aura lieu le 15 et 16 octobre 2024 au One&Only One Za'abeel, à Dubaï. Ce sommet de deux jours coïncidera avec GITEX Global et réunira en un même lieu les futurs dirigeants de l'économie mondiale. Le thème du sommet de cette année (« Innover pour la prochaine génération ») explorera les divers éléments qui façonnent l'avenir de l'économie mondiale, et ce, autour de cinq sujets majeurs : « puissance économique », « technologie et transformation industrielle », « leadership et équité humaine », « vie et bien-être », et « richesse et investissement ». Le terme « innover » figurant dans le thème incarne une approche proactive de la recherche de solutions aux défis mondiaux les plus urgents, tandis que le terme « prochaine génération » souligne les facettes multidimensionnelles des forces économiques mondiales, de la technologie, du leadership, du bien-être et de l'investissement. Après le succès de l'édition de l'année dernière qui a reçu 58 intervenants de renom, dont 7 ministres des Émirats Arabes Unis, de l'Égypte, du Pakistan, du Maroc, du Bénin et du Liban, plusieurs intervenants de premier plan ont manifesté leur intérêt pour la nouvelle édition. Le sommet inaugural avait accueilli plus de 400 présidents et directeurs généraux, et plus de 2000 cadres supérieurs, qui contrôlent collectivement un capital de 3,5 trillions de dollars dans 140 institutions financières dont le patrimoine cumulé s'élève à 900 milliards de dollars. Ce sommet a également accueilli des représentants du ministère de l'économie des Émirats arabes unis et des conglomérats de premier plan tels que Trip.com, AssetManagement One (Japan), et Beijing Academy of AI, entre autres. Le sommet SuperBridge est connu pour être un catalyseur clé de l'impact économique positif. Par exemple, Trip.com, le sponsor fondateur du sommet de l'année dernière, a inauguré son bureau de Dubaï à la suite de l'événement et entrepris d'importantes initiatives d'expansion en matière de voyage. En outre, un prototype et une démonstration en direct de la plateforme de tokenisation appelée « Project Diamond » de Coinbase Asset Management ont été présentés lors du sommet. Cette démonstration a suscité beaucoup d'engagement, et la plateforme est maintenant en ligne.

MAURITANIE

La BAD accorde un don de 17 millions \$ pour soutenir des maraîchers féminins

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, le 27 juin 2024 à Abidjan, un don de 17 millions de dollars à la République islamique de Mauritanie pour mettre en œuvre le Projet de promotion de chaînes de valeur agricoles sensibles au genre et de l'entrepreneuriat féminin en soutien au Programme d'appui à la transformation agricole en Mauritanie (PCVASGEF-PATAM).

L'appui provient du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP, sigle en anglais) et a pour objectif d'accroître la productivité et de valoriser les produits agricoles, afin d'augmenter les revenus des femmes et de soutenir la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des filles. Comme le Programme d'appui à la transformation agricole en Mauritanie, actuellement en cours d'exécution, ce projet constitue une opération d'adaptation aux changements climatiques et de promotion de l'inclusion. « Ce projet constitue un levier important de la transformation agricole en Mauritanie. Il va impulser l'autonomisation des femmes, la productivité, la production et le conditionnement de légumes. Il favorisera la constitution de pôles et de bassins locaux de production maraîchère en toute saison, permettant ainsi d'éviter les ruptures de production au niveau national », a expliqué la responsable pays de la Banque pour la Mau-

ritanie, MalinneBlomberg. Les principales réalisations du projet portent sur des aménagements structurants et résilients et la mise en valeur de périmètres maraîchers destinés aux femmes (1014 hectares répartis dans 321 petites unités modulaires de deux à quatre hectares) et de 4500 hectares de cuvettes en décrue améliorée. En outre, il est prévu de construire et d'équiper douze plateformes intégrées (centres polyvalents de promotion des activités féminines connectés à l'Internet) et deux unités de conditionnement et de stockage de légumes ainsi que six marchés locaux de légumes. Le programme prévoit la promotion de la culture entrepreneuriale féminine (mise en place des start-ups innovantes, des jeunes entrepreneurs, processus d'agrégation, etc). Il prévoit également le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur de maraîchage, l'appui à l'organisation et à la structuration des organisations féminines (près de 205 coopératives maraîchères

féminines), ainsi que la mise en place de douze caisses d'épargne et de crédit agricole. Le projet va couvrir quatorze communes dans les régions du Brakna et du Trarza considérées comme parmi les plus vulnérables du pays. La vulnérabilité y affecte plus particulièrement les femmes. Le projet touchera directement près de 22.200 ménages et indirectement près de 90.000 personnes. Il permettra ainsi d'améliorer la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience des ménages, en particulier les franges vulnérables (femmes et jeunes) par la mise en place de systèmes d'irrigation innovants et efficaces, la promotion de l'utilisation de l'énergie solaire, la transformation agricole, l'accès aux marchés et la montée en gamme des chaînes de valeur. Le portefeuille actif du Groupe de la Banque africaine de développement pour la Mauritanie comprend actuellement vingt opérations pour des engagements financiers nets de 422 millions de dollars.

EGYPTE

Un investissement de 600 millions \$ annoncé dans la fibre optique

En février dernier, Egypt Telecom et 4iG Group avaient déjà signé un accord pour la création d'une coentreprise. Cette dernière devrait construire un câble sous-marin à fibre optique pour relier l'Égypte et l'Albanie. L'opérateur historique égyptien Telecom Egypt et la société hongroise de gestion de services informatiques 4iG Group prévoient d'investir 600 millions \$ dans l'infrastructure d'accès à la fibre optique en Égypte au cours des 10 prochaines années. Les deux entreprises ont signé, le dimanche 30 juin, un protocole d'accord en vue de créer une coentreprise à cet ef-

fet. C'était à l'occasion de la Conférence sur l'investissement Égypte - UE qui s'est tenue au Caire du 29 au 30 juin. Au cours des prochains mois, 4iG Group et Telecom Egypt conviendront du modèle économique, de la structure de propriété exacte, des processus de gouvernance et des détails technologiques de la coentreprise. Cette dernière aura à construire, exploiter et commercialiser une infrastructure d'accès FTTH (Fiber-To-The-Home) et FTTS (Fiber-To-The-Site) en gros avec une capacité d'au moins 6 millions de foyers. Ce nouveau protocole d'accord in-

tervient cinq mois après que 4iG Group et Telecom Egypt ont signé un accord de coopération pour leur projet de câble sous-marin à fibre optique entre l'Égypte et l'Albanie dévoilé en octobre 2023. Ces initiatives traduisent l'ambition de Telecom Egypt de renforcer son infrastructure numérique et de s'imposer comme leader dans un contexte de transformation numérique accélérée. « Grâce à cet accord, qui tirera parti de nos forces respectives dans le secteur des TIC, nous accélérerons la transformation numérique de l'Égypte grâce au réseau adapté aux besoins futurs pour

l'avenir qui renforcera la 5G et de nombreux autres services de nouvelle génération tels que l'IoT et les réseaux d'entreprise », a déclaré Mohamed Nasr, directeur général de Telecom Egypt. Le partenariat permettra également d'accélérer la réalisation des ambitions de transformation numérique du gouvernement notamment en améliorant l'accès des populations au haut débit. L'Égypte comptait, fin 2023, 81,2 millions d'abonnements aux services Internet selon les données officielles. Le pays comptait également 113,9 millions d'abonnements à la téléphonie (fixe et mobile).

TOURISME EN TUNISIE

Une reprise spectaculaire en 2024

Le secteur du tourisme connaît une reprise sans précédent en 2024, dépassant les prévisions les plus optimistes. Après les années sombres de la crise Covid et les défis économiques mondiaux, ses performances atteignent des sommets. Le Conseil mondial du tourisme et du voyage (Wttc) confirme ce rebond, tandis que la réinstauration du Conseil supérieur du tourisme promet de soutenir cette dynamique. Le tourisme respire à pleins poumons. Les professionnels reviennent de loin. Les unités hôtelières tournent à plein régime alors que d'autres affichent déjà complet. Les touristes étrangers, particulièrement européens et maghrébins, sont de retour et les touristes locaux, eux, ont pris le pli. L'année 2024 sera à coup sûr l'année de tous les records touristiques.

Plus de 10 millions de voyageurs sont prévus pour cette année. Mieux encore, les recettes provenant du secteur du voyage et du tourisme devraient atteindre 23 milliards de dinars à la fin de l'année en cours.

Les séquelles du Covid estompées

Une surperformance qui a été prédite déjà par les autorités de tutelle et qui a été confirmée par les résultats de l'étude d'impact économique 2024, dévoilés récemment par le Conseil mondial du tourisme et du voyage (Wttc). La crise Covid qui a marqué d'une pierre noire le tourisme mondial est bien derrière nous. Les séquelles se sont estompées. Les conséquences de la guerre en Ukraine qui plombent l'économie mondiale ne semblent pas

peser autant sur l'activité touristique. Capacité d'adaptation du secteur ou insouciance dont font souvent montre les voyageurs, quelles qu'en soient les raisons, le tourisme tunisien reprend de plus belle. Selon le Wttc, les dépenses des visiteurs internationaux devraient se rapprocher du pic de 2019, tandis que celles des nationaux devraient augmenter de 5% par rapport à l'année dernière pour atteindre 11,7 milliards de dinars, soit une hausse de 0,7% par rapport à l'année 2019. Après la mise en branle post-Covid de la machine tourisme, l'activité du secteur devrait continuer de progresser et contribuer à hauteur de 14% à l'économie nationale générant ainsi plus d'emplois (3,9%) pour atteindre près de 418 mille, soit un emploi sur neuf.

CÔTE D’IVOIRE

Révision du code minier de 2014

Le secteur minier ivoirien représente 5 % du PIB et la production d’or, principal produit exploité, est encore en dessous du potentiel géologique du pays, jugent les autorités locales. Pour accroître les recettes générées par le secteur, le gouvernement prévoit une révision du code minier.

En Côte d’Ivoire, le gouvernement se dirige vers une révision du code minier adopté en 2014. C’est du moins ce qu’a laissé entendre lundi 1er juillet, le ministre des Mines, Mamadou Sangafowa Coulibaly (photo) à la cérémonie de lancement du Salon International des Ressources Extractives et Énergétiques (SIREXE) prévu en novembre 2024 à Abidjan. « Pour le bien de l’État, pour le bien des compagnies minières, pour le bien de la population, ce code mérite d’être révisé », a déclaré le ministre dans des propos relayés par Reuters. Cette révision du code minier ivoirien aura pour objectif phare l’augmentation des recettes tirées par l’État de ce secteur. Elle interviendrait dans un contexte où les ressources minérales du pays font l’objet d’un intérêt croissant des investisseurs. La

production d’or a ainsi plus que décuplé depuis 2010, et a même atteint 51 tonnes en 2023. Outre l’or, le coltan, le manganèse, le lithium et les terres rares sont les autres ressources qui attirent les compagnies minières en Côte d’Ivoire. Les points qui seront revus dans le futur code minier ou le calendrier de cette révision ne sont pas connus, mais des exemples récents sur le continent peuvent en donner une première idée. Au Mali par exemple, le gouvernement a mené une réforme qui a abouti en 2023 à l’adoption d’un nouveau code augmentant la participation de l’État au capital des sociétés minières et introduisant une participation obligatoire des investisseurs locaux à hauteur de 5 %. En RDC, la révision du code minier en 2018 a introduit des redevances plus élevées pour des minéraux jugés stratégiques.

En attendant de voir les implications de ce projet pour les compagnies minières opérant en Côte d’Ivoire, il faut rappeler que les révisions de codes miniers sont une question sensible pour l’industrie minière. En Zambie par exemple, la modification du régime fiscal il y a quelques années a entraîné des tensions entre les autorités et les investisseurs, conduisant à la suspension de nouveaux investissements. Pour rappel, le secteur minier représente 5 % du PIB, rappelait en 2022 le ministre des Mines. Dans son ensemble, le secteur extractif (Mines et Hydrocarbures) contribue à hauteur de 15 % aux exportations ivoiriennes et représentait environ 6 % des revenus budgétaires en 2021, selon l’Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

FRET AÉRIEN

Hausse de 18,4% en mai pour les compagnies africaines

Porté par la reprise de l’économie mondiale depuis la fin de la 1ère ère de Covid-19, le fret aérien bénéficie d’autres facteurs tels que les contraintes dans le transport maritime liées au conflit en mer rouge. Au titre du mois de mai, le fret aérien (mesuré en tonnes-kilomètres) a connu une croissance de 18,4% en glissement annuel chez les transporteurs africains, d’après les statistiques de l’Association du transport aérien international. Il s’agit de la plus forte croissance par région, même si le continent ne

représente qu’une part infime du marché mondiale, soit environ 2%. Cette progression remarquable a été stimulée, selon l’IATA, par la hausse de 40,6% de la demande sur le marché Afrique-Asie. Les autres bonnes performances par région sont observées en Asie-Pacifique et en Europe où les transporteurs ont enregistré respectivement 17,8% et 17,2% de hausse en glissement annuel. Ils sont suivis de ceux du Moyen-Orient (+15,3%), de l’Amérique latine (+12,7%) et d’Amérique du Nord (+8,7%). Pour l’ensemble des marchés, la

croissance s’est établie à 14,7%. Il s’agit du 6ème mois consécutif de croissance à 2 chiffres en glissement annuel. L’embellie qu’a connue ce segment de l’aviation est attribuable à plusieurs facteurs tels que la croissance du commerce électronique, les contraintes de capacités dans le transport maritime, l’amélioration de l’indice directeur d’achat pour la production manufacturière mondiale, les nouvelles commandes à l’exportation, etc. « Les perspectives restent largement positives, les directeurs d’achat s’attendant à une crois-

sance future. Un certain frein, cependant, pourrait survenir alors que les États-Unis imposent des conditions plus strictes aux livraisons de commerce électronique en provenance de Chine. L’augmentation des coûts et des temps de transit pour les expéditions de moins de 800 USD peut dissuader les consommateurs américains et poser des défis importants pour la croissance sur la route commerciale Asie-Amérique du Nord, la plus grande au monde », a expliqué Willie Walsh, DG de l’IATA.

SÉNÉGAL

Formation dans les métiers de la sonorisation pour les femmes

Dans le cadre d’un partenariat qui le lie au Cégep de Shawinigan, l’Institut Impact veut former et insérer des jeunes femmes dans le domaine de la sonorisation. Les partenaires ont lancé un appel à candidatures pour une formation qui se déroulera entre les mois de juillet et septembre. L’Institut Impact (Institut Mondial des Professionnels des Arts et de la Culture et des Technologies) au Sénégal, en partenariat avec le Cégep de Shawinigan au Québec, a lancé un appel à candidatures pour un programme de

formation dans les métiers de la sonorisation. La formation s’adresse aux femmes sénégalaises qui désirent se former dans un domaine de la sonorisation. Les candidates doivent être au moins titulaires d’un brevet de fin d’études moyennes et être disponibles sur toute la période de la formation qui va de juillet à septembre. La formation se déroule dans le cadre du programme FORMELLE, une initiative de formation et d’insertion des femmes dans les métiers de la culture à laquelle vient d’adhérer

le Cégep de Shawinigan. Il y a un mois, l’école sénégalaise et sa partenaire québécoise signaient un accord de partenariat visant à développer la présence des femmes dans les domaines des arts et de la culture. Le programme sera inspiré de la Certification collégiale Aide-technicien de scène du Cégep de Shawinigan avec pour ambition de contribuer au développement professionnel des femmes et au dynamisme culturel de Dakar. La formation se déroulera en présentiel à la Maison des Cultures Urbaines de Dakar.

MALI

Hausse de 44 % de ressources minérales à la future mine d’or Kobada

Kobada est l’un des projets sur lesquels le Mali compte pour augmenter sa production d’or dans les années à venir. Alors que la mine peut livrer 1,2 million d’onces en 16 ans selon une étude de 2021, les résultats d’exploration enregistrés depuis laissent entrevoir une amélioration de ces chiffres. Au Mali, les ressources minérales indiquées du projet aurifère Kobada ont augmenté de 30 % par rapport à l’estimation de 2023. C’est l’annonce faite le 2 juillet par le propriétaire ToubaniResources qui précise que son projet héberge désormais 2 millions d’onces d’or de ressources minérales indiquées. Pour réaliser cette nouvelle estimation, Toubani a utilisé les données de 120 trous de forage à circulation inverse réalisés cette année, complétés par des données de 39 trous de forage au diamant réalisés en 2020 et qui n’avaient pu être utilisées l’année dernière. Le résultat obtenu confirme la possibilité d’accroître la production d’or initialement prévue à Kobada et cette estimation sera intégrée à la mise à jour de l’étude de faisabilité attendue en septembre. Selon les prévisions actuelles, Kobada peut livrer 1,2 million d’onces sur 16 ans. Rappelons que le Mali est le troisième producteur africain d’or. Grâce à des gisements inexploités comme Kobada, le pays peut au moins maintenir ce statut dans les années à venir.

AFRIQUE DE L’EST ET AUSTRALE

La Banque mondiale engagée pour l’inclusion numérique

Le programme d’accélération de l’inclusion numérique sera mis en œuvre en plusieurs phases, sur une période de huit ans. L’Angola, la République démocratique du Congo et le Malawi, des pays où le taux d’accès au haut débit reste inférieur à 50%, sont concernés par la première phase. La Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié le jeudi 27 juin 2024, qu’elle va mobiliser une enveloppe de 2,48 milliards de dollars pour un programme visant à accélérer l’inclusion numérique de 180 millions de personnes en Afrique de l’Est et aus-

trale, d’ici 2032. Baptisé « Programme de numérisation inclusive en Afrique de l’Est et australe (IDEA) », l’initiative sera mise en œuvre en plusieurs phases sur une période de huit ans, et ciblera initialement les pays dont le taux d’accès au haut débit est inférieur à 50 %, a-t-on précisé de même source. L’Angola, la République démocratique du Congo et le Malawi sont concernés par la première phase, ce qui permettra à plus de 50 millions de personnes d’avoir accès à de nouvelles liaisons plus performantes au haut débit. D’autres pays et organismes

régionaux devraient participer aux étapes suivantes en fonction de leur éligibilité et de leur état de préparation. IDEA sera financé par l’Association internationale de développement (IDA) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), deux institutions membres du Groupe de la Banque mondiale. Il s’articule autour de trois piliers techniques : l’extension du haut débit et la sécurisation de l’hébergement des données afin que la population puisse accéder à l’Internet de qualité, fiable et abordable ; le déploiement d’une infrastructure pu-

blique interopérable et des garanties numériques nécessaires pour promouvoir une utilisation sûre et fiable des technologies et des services numériques ; et le développement d’applications, de services et de capacités numériques globales à même d’inciter à un usage productif des technologies numériques et d’avoir un impact potentiel important sur les activités économiques et sociales. En Afrique de l’Est et australe, le haut débit n’était accessible qu’à 64 % de la population en 2023 et 24 % des habitants utilisaient Internet, selon les données de la Banque mondiale.

BOURSE DE ZURICH

Prudence de mise avant les échéances politiques

La Bourse suisse continuait sur la voie de la prudence mercredi à l'approche de la mi-journée. L'agenda politique européen, avec des scrutins attendus cette semaine au Royaume-Uni et en France, semble figer les investisseurs.

"Bien que les regards restent fixés sur l'évolution de la situation politique en France et au Royaume-Uni cette semaine, les courtiers et les analystes étaient satisfaits de constater un changement positif sur le front monétaire", a expliqué Pierre Veyret, analyste chez ActivTrades. Mardi, Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale (Fed), a salué les progrès au sujet du ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis, ressuscitant l'espoir d'une baisse prochaine des taux. "Toutefois, les investisseurs ne sont pas pour autant sortis d'affaires avec une volatilité toujours élevée escomptée pour le reste de la semaine, où se profile la publication de données macro-économiques importantes", a poursuivi M. Veyret. En Chine, l'activité dans les services était une nouvelle fois dans le vert en juin, mais à un rythme d'expansion moins élevé, selon l'indice d'activité des directeurs d'achat (PMI). En France, l'activité du secteur privé a de son côté enregistré "une légère contraction" en juin, selon l'indice PMI composite de l'activité globale. En Suisse, le volume du marché hypothécaire a augmenté de 29 milliards de francs suisses à un total de 1239 milliards

l'année dernière, soit une progression de 2,4% au regard de 2022. La croissance, la plus faible depuis une décennie, s'est révélée nettement inférieure à la moyenne de 3,1% enregistrée au cours des dix dernières années, selon une étude de Moneypark. Aux Etats-Unis, les créations d'emplois dans le secteur privé en juin, la balance commerciale en mai et l'indice d'activité dans les services en juin sont au programme. La Réserve fédérale (Fed) publiera également les Minutes de sa dernière réunion de politique monétaire dans la soirée. A 11h00, le SMI reculait de 0,06% à 12'003,81 points, le SLI gagnait 0,16% à 1948,46 points et le SPI prenait 0,1% à 15'971,46 points. Sur les trente valeurs vedettes, dix-neuf progressaient, huit reculaient et trois (Givaudan, Richemont et Sonova) étaient stables. Le secteur de l'assurance subissait les plus lourdes pertes, Swiss Life (-1,6%), Swiss Re (-1,3%) et Zurich (-1,2%) arrivant tout en bas du classement. L'intensité de l'ouragan Beryl, qui s'apprête à toucher la Jamaïque puis les îles Caïmans, après avoir causé des destructions considérables dans le sud-est des Ca-

raïbes, inquiétait visiblement les détenteurs de capitaux. Les trois poids lourds Roche (bon de jouissance: -0,4%, porteur: -0,6%), Novartis (-0,5%) et Nestlé (-0,1%) tiraient également les indices vers le bas. A l'opposé du tableau, le podium provisoire rassemblait Lonza (+2,8%), Lindt (+1,9%) et Straumann à égalité avec SGS (chacun +1,6%). ABB (+0,6%) était également recherché, porté par un relèvement d'objectif de cours par Kepler Cheuvreux. Holcim (+0,3%) a annoncé la fermeture du site de production historique à Holderbank dès 2026. Le transfert des activités à Zoug marque la fin de la présence de Holcim dans la commune argovienne, là où l'entreprise est née il y a 114 ans et

dont elle avait à l'origine pris le nom. VAT Group (+0,3%) réagissait mollement au réhaussement de l'objectif de cours de Jefferies à 700 francs suisses, après 625 francs suisses, confirmant sa recommandation d'achat. Alcon (+0,7%) profitait d'un relèvement d'objectif de cours décidé par Berenberg. L'analyste s'attend à ce que la croissance du chiffre d'affaires au second semestre dépasse les prévisions actuelles de 7 à 9%. Hors SMI, le chauffagiste et climatiseur argovien Zehnder Group (+2,8%) étend sa couverture géographique à la péninsule ibérique avec le rachat pour quelque 86 millions d'euros (83 millions de francs suisses) de son concurrent espagnol Siber.

L'Europe rebondit avant les PMI, soutenue par Powell

Les Bourses européennes avancent à l'ouverture mercredi, les investisseurs saluant les derniers commentaires de politique monétaire avant une salve d'indicateurs. À Paris, le CAC 40 progresse de 0,53% à 7.578,31 points vers 07h05 GMT. À Francfort, le Dax gagne 0,4%, contre 0,6% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,4%, l'EuroStoxx 50 0,57% et le Stoxx 600 avance de 0,39%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street sans

direction, le Dow Jones, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq ne montrant pas de mouvement marqué. Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a déclaré mardi à Sintra qu'une évolution "substantielle" vers un meilleur équilibre sur le marché du travail avait eu lieu, faisant reculer les rendements américains. "Les commentaires de Jerome Powell laissent entendre que la Fed pourrait baisser ses taux en septembre prochain", résume John Plassard, directeur chez Mirabaud. Les indicateurs PMI des services et composites définitifs pour juin sont attendus à par-

tir de 07h50 GMT, et devraient confirmer le net ralentissement de la croissance de l'activité en zone euro. Les investisseurs seront également attentifs aux évolutions politique en France, alors que tente de se constituer un large front républicain destiné à empêcher le Rassemblement national d'obtenir une majorité absolue lors du second tour des législatives, dimanche. Les volumes d'échange devraient être faibles, une partie des opérateurs américains étant absents la veille du 4 juillet, fête nationale. Aux valeurs, Eurofins gagne 2,83% après sa réponse aux allégations de Muddy Waters.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Juillet 2024 Valeur : 04 Juillet 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5092	134.5242
1	EUR	EURO	144.1401	144.2099
1	GBP	POUND STERLING	169.7920	169.8538
100	JPY	JAPANESE YEN	83.1896	83.2246
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4984	18.5007
1	CHF	SWISS FRANC	148.8263	148.9088
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.9174	97.9355
1	DKK	DANISH KRONE	19.3294	19.3326
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6257	12.6297
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5820	12.5868
1	AED	UAE DIRHAM	36.6201	36.6262
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8519	35.8578
1	KWD	KUWAITI DINAR	438.5693	438.7613
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.6432	43.0717
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5009	13.5024
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4789	27.6196
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5416	3.5420
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.0879	177.0879

AVEC UNE NETTE PROGRESSION DE 0,81% DANS LES PREMIERS ÉCHANGES

La Bourse de Paris démarre à la hausse

La Bourse de Paris progressait nettement de 0,81% dans les premiers échanges mercredi, se laissant porter après des records de Wall Street et à l'approche des élections au Royaume-Uni et en France. L'indice vedette CAC 40 avançait de 61,42 points à 7599,71 points vers 09H30. Mardi, il avait reculé de 0,30%. La cote parisienne profite notamment des records de Wall Street : mardi, l'indice Dow Jones a gagné 0,41% et le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 0,84%, franchissant un nouveau record après celui de la veille. Le S&P 500 a atteint aussi un sommet en avançant de 0,62%.

Moins d'inquiétudes sur les élections législatives

Les marchés ont été portés par des commentaires sur l'inflation jugés avenants du prési-

dent de la Banque centrale américaine, Jerome Powell lors du forum des banques centrales à Sintra (Portugal). Mais il reste d'importants événements dans la semaine pour les investisseurs, notamment des élections britanniques jeudi, les chiffres de l'emploi américain vendredi et le 2e tour des élections législatives françaises dimanche, souligne John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. Les investisseurs se montrent moins inquiets sur le sort de l'élection, à en croire le marché obligataire: l'écart entre le taux allemand à 10 ans, la référence en Europe, et son équivalent français continuait de diminuer. Le taux français diminuait légèrement pour s'établir autour de 3,29% quand le taux allemand montait un peu, vers 2,62%. Ce mouvement est dû «probablement à la chute importante du nombre de triangulaires pour le se-

cond tour», qui réduit les probabilités que le Rassemblement national obtienne la majorité absolue à l'Assemblée nationale, selon les analystes de Natixis. Cette baisse des tensions se voyait aussi avec le retour des entreprises les plus touchées par les craintes des investisseurs sur la situation française, notamment les banques qui prenaient plus de 1,50% sur le CAC 40. La Bourse de Paris sera aussi privée de sa boussole américaine puisque Wall Street n'ouvrira que pour une demi-séance mercredi et sera complètement fermée jeudi, en raison de la fête nationale. Le programme sera chargé avant cela, avec l'estimation finale des indicateurs d'activité PMI dans les services en zone euro et aux États-Unis, le rapport sur les créations d'emplois dans le secteur privé ADP et, après la clôture parisienne, la publication du

compte rendu des discussions de la dernière réunion de la Banque centrale américaine.

Eurofins réplique à nouveau

Le spécialiste des tests a publié mercredi une deuxième réponse aux fonds Muddy Waters, qui a provoqué une chute de son cours de Bourse la semaine passée en publiant un rapport à charge contre l'entreprise, l'accusant notamment de manipulation dans ses comptes. Ces «réfutations» des «allégations infondées et trompeuses» de Muddy Waters «couvrent en particulier les allégations sur des faits passés au cours des dix dernières années» dit l'entreprise, qui n'a pas exclu des poursuites judiciaires. Le titre montait de 2,67% à 45,37 euros, la meilleure performance du CAC 40.

ROUMANIE

Toujours plus d'espaces industriels pour faire face à une forte demande

D'après un rapport de Colliers, le stock total d'espaces industriels et logistiques modernes en Roumanie a augmenté de plus de 500 000 mètres carrés par rapport à l'année précédente, atteignant près de 6,2 millions de mètres carrés.

Cela montre un potentiel de croissance par rapport aux autres pays d'Europe centrale et orientale. En 2022, le secteur industriel et logistique a connu une activité considérable avec environ 830 000 mètres carrés de contrats de location signés, soit une augmentation significative par rapport à l'année précédente. Cependant, ce résultat pourrait ne pas refléter la véritable ampleur du marché local car seules les informations publiques ont été prises en compte. Selon les consultants de Colliers, le seuil du million d'euros aurait été dépassé chaque année au cours des trois dernières années si les transactions directes, souvent non déclarées, avaient été incluses. Environ la moitié des livraisons ont été effectuées près de Bucarest, et les projets plus flexibles destinés aux petites et moyennes entreprises ou à celles qui recherchent des surfaces plus petites deviennent également de plus en plus courants.

La part de Bucarest dans le total des locations a encore diminué pour atteindre environ 48 %, principalement en raison de transactions importantes en dehors de la capitale et de la croissance de nouvelles sous-marchés. Dans l'ensemble, les taux de vacance restent à un chiffre et sont relativement bas dans certaines sous-marchés, tels que Bucarest ou Cluj-Napoca, bien que d'autres marchés semblent avoir un problème de surabondance, comme Timisoara. Les loyers restent sous pression en raison de l'inflation et de l'augmentation des coûts de construction, ce qui a entraîné des niveaux de loyers d'environ 4,3 à 4,5 euros par mètre carré.

Un développement rapide de l'infrastructure

Le rapport souligne également que la rapidité du développement de l'infrastructure, alimenté par les milliards d'euros alloués à la Roumanie par le biais des fonds de l'UE, devrait favoriser les trans-

actions sur des marchés tels qu'Oradea ou Constanta. En outre, le nombre d'autoroutes à grande vitesse inaugurées cette année pourrait atteindre un record pour la Roumanie, ce qui augmentera la connectivité entre certaines régions et en débloquera de nouvelles, telles que la Moldavie, qui a été relativement isolée du reste du pays. En somme, le marché immobilier industriel et logistique de la Roumanie offre des opportunités intéressantes de croissance, notamment dans les sous-marchés émergents et les projets plus flexibles pour les petites et moyennes entreprises. Toutefois, les taux de vacance restent faibles dans certains sous-marchés et les loyers sont sous pression en raison de l'inflation et de l'augmentation des coûts de construction. Les perspectives de développement de l'infrastructure, notamment le développement d'autoroutes à grande vitesse, pourraient soutenir la croissance future de ce marché.

LE YEN POURSUIT SA GLISSADE

La pression monte sur la Banque du Japon

Le yen est descendu mardi à de nouvelles profondeurs plus explorées depuis des décennies, pris dans des attaques spéculatives qui mettent encore un peu plus sous pression la Banque du Japon (BoJ) avant sa réunion de politique monétaire, plus tard ce mois-ci. La devise nippone a reculé jusqu'à 161,74 yens pour un dollar en séance, une première depuis plus de 37 ans, avant de se redresser. La monnaie japonaise a aussi atteint 173,60 yens pour un euro, pour la première fois en plus de 31 ans. "Il y avait une fenêtre pour intervenir" en début de semaine,

après la publication des indicateurs d'activité Tankan, pour Marc Chandler, de Bannockburn Global Forex, qui faisait référence à une possible action des autorités japonaises pour secourir leur devise. L'indice Tankan concernant les grandes entreprises du secteur manufacturier est notamment ressorti à son niveau le plus élevé depuis cinq ans. "Ils auraient pu agir très tôt lundi, au moment où il y avait encore peu de monde sur le marché, ce qui aurait créé un choc", a commenté Marc Chandler, "mais ils ne l'ont pas fait." Les cambistes spéculent sur le fait que le

vice-ministre japonais des Finances, Masato Kanda, référent sur la question des changes, "serait moins prompt à intervenir" pour soutenir le yen dans la mesure où son mandat s'achève fin juillet, a indiqué, dans une note, Matthew Weller, de Forex.com. La dépréciation du yen "a été très progressive", rappelle Brad Bechtel, de Jefferies. "Or, je ne pense pas qu'ils interviendront tant que nous aurons pas eu un mouvement brutal. Et on pourrait ne pas voir ça avant (le seuil de) 165" yens pour un dollar, selon lui. Les analystes de Vanguard esti-

ment que la monnaie nippone pourrait s'affaïssir jusqu'à 170 yens pour un dollar en cas de déception au terme de la prochaine réunion de la Banque du Japon (BoJ), les 30 et 31 juillet. Marc Chandler s'attend à ce que la BoJ relève son taux directeur et annonce une diminution de ses achats d'obligations souveraines japonaises, une autre mesure de resserrement monétaire. Pour l'analyste, cela légitimerait une intervention du Japon pour relever le yen, car la politique monétaire plus agressive justifierait un raffermissement de sa monnaie.

TURQUIE

L'inflation ralentit à 71,6% sur un an en juin

L'inflation a ralenti à 71,6% sur un an en juin en Turquie, contre 75,45% en mai, après des mois d'accélération, selon les chiffres officiels publiés mercredi.

La hausse des prix à la consommation, alimentée par la dépréciation de la livre turque, s'est établie à 1,64% sur un mois.

La flambée des prix concerne tout particulièrement la santé (+78,5% sur douze mois), le logement (+94,7%), l'hôtellerie et la restauration (+90,7%) et l'éducation (+107,1%), selon l'institut statistique turc.

"Le processus de désinflation a commencé", s'est réjoui sur le réseau social X le ministre turc de l'Economie Mehmet Simsek.

Selon les prévisions de la banque centrale turque, l'inflation s'établira à 43,5% fin 2024 et à 25,5% fin 2025. Cette dernière était passée de 38,2% en juin 2023 à 75,45% en mai, accélérant de manière quasi continue. Cette flambée des prix est vue par les analystes comme la raison majeure de la débâcle du Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan aux élections locales organisées fin mars.

Pour tenter de briser la spirale inflationniste, le gouvernement turc n'a pas relevé le salaire minimum au 1er juillet, autour de 520 dollars, comme il l'avait fait les deux années précédentes.

Les chiffres officiels de l'inflation sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), qui calculent la hausse des prix à la consommation à 113,1% en glissement annuel.

ZONE EURO

L'inflation ralentit légèrement en juin, à 2,5% sur un an

L'inflation en zone euro est repartie légèrement à la baisse en juin, ralentissant à 2,5% sur un an, après 2,6% en mai, grâce aux prix alimentaires et à l'énergie, selon des chiffres publiés mardi par Eurostat. La hausse des prix à la consommation se rapproche ainsi de nouveau de l'objectif de 2% fixé par la Banque centrale européenne (BCE). Les analystes de Factset et Bloomberg tablaient sur ce recul de 0,1 point en

juin qui intervient après une hausse de 0,2 point le mois précédent. L'inflation sous-jacente - c'est-à-dire corrigée des prix volatils de l'énergie et de l'alimentation -, particulièrement scrutée par les marchés financiers et la BCE, est en revanche restée stable sur un mois à 2,9%, selon l'office européen des statistiques. Le consensus des analystes anticipait un léger recul à 2,8%. Le léger tassement de l'inflation en juin s'explique par un ralentissement

de la hausse des prix de 0,1 point à la fois pour l'alimentation (y compris le tabac), à 2,5% sur un an, et pour l'énergie, à 0,2%. L'inflation des tarifs des services et celle des biens industriels est en revanche restée stable par rapport à mai à respectivement 4,1% et 0,7% sur un an. Globalement, la hausse des prix à la consommation en zone euro a été plus que divisée par quatre depuis le record de 10,6% sur un an atteint en octobre

2022 quand les tarifs de l'énergie flambaient. De quoi permettre à la BCE de recommencer à assouplir légèrement sa politique monétaire début juin. Pour endiguer l'inflation, la BCE avait augmenté les coûts d'emprunt à un rythme sans précédent à partir de juillet 2022. Le 6 juin, elle a commencé à abaisser ses taux directeurs, offrant un léger bol d'air pour apaiser les tensions sur le crédit immobilier et les prêts aux entreprises.

LAND ROVER DEFENDER OCTA

Un V8 biturbo de 635 ch pour le tout-terrain ultime

Après nous avoir mis l'eau à la bouche, Land Rover lève enfin le voile sur la version ultime de son Defender baptisée OCTA. Le tout-terrain est animé par un V8 biturbo de 635 ch.



Véritable icône des tout-terrain, le Defender tel qu'on le connaît est au catalogue depuis 1983 (bien qu'il n'ait pris ce nom qu'en 1990) et n'a connu qu'un seul renouvellement de génération en 2020. Ce qui est assez rare pour être souligné. Et quand d'autres jouent la carte de la « sobriété » énergétique comme le Mercedes Classe G électrique, Land Rover emprunte un tout autre chemin avec celui qui est présenté comme « le plus robuste, le plus efficace et le plus luxueux de tous les Defender ».

Le joyau de la couronne

Devinette : quelle pierre précieuse est la plus solide du monde et incarne le plus le luxe ? Le diamant bien sûr ! Mais alors quel rapport avec le Defender OCTA ? Eh bien dans sa forme brute, ce minéral possède le plus souvent une forme octaédrique. Voilà pour l'inspiration du nom. Pour pousser le parallèle encore plus loin, Land Rover a pris soin d'apposer à plusieurs endroits, comme les panneaux latéraux, un disque de ti-

tane usiné et sablé marqué d'un diamant noir brillant. Cependant le vrai bijou, celui qui nous a le plus mis l'eau à la bouche quand le Defender OCTA était encore camouflé, c'est bien son moteur. On retrouve ainsi sous le capot un V8 4.4 biturbo micro-hybride emprunté au Range Rover SV et d'origine BMW, qui développe la bagatelle de 635 ch pour 750 Nm de couple (800 Nm une fois le mode Launch Control sélectionné). De quoi expédier le 0 à 100 km/h en seulement 4 s et filer à 250 km/h en pointe avec des pneus toutes saisons et des

jantes de 22 pouces. Les performances étant légèrement réduites une fois chaussé de pneus typés tout-terrain.

Toujours aussi aventurier

Le nouveau Defender OCTA ne renie pas ses origines et se veut aussi à l'aise que le Defender 110 de base, voire plus, en dehors des terrains battus. La garde au sol a ainsi été relevée de 28 mm, tandis que le 4x4 s'élargit de 68 mm. Par ailleurs, le constructeur britannique affirme que la direction a été revue pour

neige, rochers...). Mais un nouveau mode inédit dédié à la performance hors asphalte fait son apparition. Nommé OCTA, ce dernier peut être activé par une pression longue d'un bouton sur le volant et offre entre autres un Launch Control calibré pour les revêtements à l'adhérence faible ainsi qu'un réglage de l'ABS spécifique.

Un style qui en impose

Déjà imposant en version de base, le Defender OCTA se distingue par des énormes pneus de 33 pouces, une calandre spécifique, des skis de protection en aluminium et graphite ainsi qu'un système d'échappement actif à quatre sorties.

Peu importe la teinte choisie, tous les OCTA recevront un toit et un hayon peints en noir brillant. Pour ce qui est de l'intérieur, il y a le choix entre des selleries en cuir ou en textile censé être plus résistant.

Les sièges sont spécifiques à la version OCTA et sont liés au système audio permettant « au conducteur et au passager avant de ressentir la musique, en même temps que de l'entendre ».

Dès 183 100 €

Le nouveau Land Rover Defender OCTA fera son premier bain de foule à l'occasion du Festival of Speed à Goodwood, du 11 au 14 juillet prochain. Chez nous, le Defender OCTA sera proposé à partir de 183 100 € (hors malus) et 201 700 € en version Edition One, la seule disponible pendant la première année de fabrication du tout-terrain. Pendant cette même année, moins de 100 exemplaires seront réservés pour la France. Ce qui veut dire que vous n'en croirez pas beaucoup sur nos routes.



être plus précise en franchissement et a doté son tout-terrain de triangles plus longs pour les trains roulants et de gros freins de 400 mm de diamètre. En plus de la mécanique, le Defender OCTA reprend également la suspension à liaison hydraulique du Range Rover SV baptisée 6D Dynamics.

Ce système permet de se passer de barre anti-roulis en jouant sur la compression et la détente des amortisseurs pour limiter le tangage du véhicule. Bien évidemment, il y a toujours différents profils de conduite pour s'adapter aux terrains sur lesquels le 4x4 évolue (sable, boue,

LANCEMENT DE SPOTLIGHT MEDICAL

IA et données au service du traitement personnalisé du cancer

Après un an de furtivité, Spotlight Medical, start-up spécialisée dans la médecine de précision, annonce son lancement officiel. Cette spin-off de l’Institut Curie ambitionne de transformer le traitement des patients atteints de cancer en utilisant une IA de pointe, issue d’une technologie pionnière développée par des chercheurs et cliniciens de l’Institut Curie, des Mines de Paris – PSL et de l’Inserm.



En France, les cancers représentent la première cause de décès chez l’homme et la deuxième chez la femme. Le nombre de nouveaux cas de cancer en 2023 a été estimé à plus de 433 000. Face à ce défi de santé publique, Spotlight Medical s’attaque à un problème majeur : l’inadéquation des thérapies anticancéreuses. Trop de patients se voient proposer des traitements peu spécifiques, sont confrontés à un surtraitement ou à un sous-traitement, ce qui entraîne une réduction des taux de survie et des effets secondaires inutiles, réduisant leurs chances de guérison et affectant leur qualité de vie.

Les données, un potentiel inexploité

Ses fondateurs, un médecin, un chercheur en IA et un entrepreneur, sont convaincus que les données des patients recèlent une mine d’informations pouvant être exploitées par l’IA pour identifier le traitement le plus adapté à chaque

individu, améliorant ainsi considérablement les soins. Sylvain Berlemont, cofondateur et CEO de Spotlight Medical, affirme : “Notre technologie extrêmement puissante et innovante ouvre des perspectives inédites pour personnaliser les traitements contre le cancer. L’impact potentiel sur la survie des patient-es et leur qualité de vie est immense, promettant une nouvelle ère dans le traitement personnalisé du cancer. Notre mission est de concrétiser cela pour chaque patient-e et sa famille.” Les tests développés par Spotlight Medical extraient de nouvelles informations biologiques à partir des données des patients dans un cadre clinique sécurisé. Ces informations permettent de prédire l’efficacité des traitements et de guider les oncologues dans le choix du traitement le plus adapté à chaque patient. Cette approche personnalisée est applicable à tous les types de cancers et promet d’améliorer considérablement les

soins. Le premier test se concentrant sur un cas d’utilisation spécifique sera annoncé prochainement. L’alliance stratégique entre l’Institut Curie et Spotlight Medical combine une expertise médicale, des données cliniques de haute qualité, une technologie avancée et des ressources industrielles pour accélérer le développement et la mise en œuvre de solutions innovantes contre le cancer. Cécile Campagne, Directrice de la Valorisation et des Partenariats Industriels de l’Institut Curie, assure : “Le lancement de Spotlight Medical, basé sur les travaux pionniers menés dans les laboratoires de l’Institut Curie, est une preuve de notre capacité à développer des projets entrepreneuriaux à fort potentiel. Spotlight Medical ouvre la voie à une amélioration majeure, innovante et prometteuse des traitements des patients.”

POUR BOOSTER SES VENTES DE VÉHICULES D'OCCASION EN EUROPE Stellantis lance Spoticar Trade

Stellantis intensifie sa stratégie de vente de véhicules d’occasion en Europe avec le lancement de Spoticar Trade, une nouvelle plateforme visant à renforcer sa présence auprès des revendeurs professionnels. Lancée en 2019, la marque internationale Spoticar regroupe les activités de vente de véhicules d’occasion de Stellantis. Sur un marché de l’occasion dynamique, Spoticar connaît une hausse de 30 % de ses ventes depuis le début de l’année, atteignant un record de 33 000 ventes en juin. Avec son plan Dare Forward, le constructeur vise à doubler ses ventes de véhicules d’occasion d’ici 2030. Après avoir lancé Spoticar Direct l’an dernier pour la vente en ligne de véhicules d’occasion directement auprès des particuliers, avec l’objectif d’atteindre 5 % des ventes de VO de Stellantis, le constructeur déploie maintenant à l’échelle européenne (France, Italie, Espagne, Portugal, Belgique, Autriche, Allemagne, Pays-Bas et Pologne en 2025) sa nouvelle place de marché destinée aux revendeurs professionnels : Spoticar Trade. Cette plateforme remplace Move, lancée en 2012. « Avec cette nouvelle plateforme, de loin la plus grande en Europe, nous souhaitons non seulement développer nos ventes de véhicules d’occasion, mais aussi valoriser nos voitures. Spoticar Trade nous permettra de mieux contrôler la valeur résiduelle de nos véhicules », commente Xavier Duchemin, directeur de la business unit véhicules d’occasion de Stellantis.

Une offre conséquente avec un large choix

Le site regroupe les neuf marques du groupe, offrant un large choix de véhicules de tous âges, kilométrages, types d’énergie et provenant de diverses sources (loueurs, voitures de service, achats sur d’autres marchés, etc.). Les voitures sont vendues en l’état ou peuvent être reconditionnées sur demande. Stellantis dispose de ses propres usines de reconditionnement en Europe, avec 20 000 VO remis en état depuis le début de l’année. « Avec Spoticar Trade, un concessionnaire Peugeot pourra facilement acheter des Fiat et des Jeep, ce qui était auparavant très compliqué. Cela contribuera à augmenter nos ventes », souligne Xavier Duchemin. Stellantis espère également attirer de nouveaux clients grâce à une solution accessible à tous les revendeurs professionnels. Bien que le réseau de Stellantis reste prioritaire et pourrait représenter 75 % des achats, les garagistes, concessionnaires concurrents, agents et spécialistes du VO pourront également acquérir des occasions. Certaines ventes seront réservées au réseau de Stellantis et aux partenaires Spoticar. Les achats peuvent se faire sous forme d’enchères ou à prix fixe, à l’unité ou par lots, avec des paiements effectués directement en ligne.

INFRASTRUCTURES CLOUD

Un début 2024 sur les chapeaux de roue

Dopé par les ventes de serveurs GPU et les investissements des fournisseurs de services hébergés, le marché des infrastructures cloud a crû de 37 % en valeur entre janvier et mars derniers. IDC lui prédit une progression de 26,3 % sur l’ensemble de l’année. Depuis leur dernier recul en valeur, qui date du deuxième trimestre 2021, jamais les dépenses en serveurs et systèmes de stockage dédiés aux environnements cloud n’avaient autant progressé. Au premier trimestre 2024, elles se sont appréciées de 36,9 % d’une année sur l’autre (+4 % seulement en Europe de l’Ouest), selon IDC, totalisant ainsi 33 Md\$. La croissance du marché en volume s’est avérée robuste elle aussi, mais bien plus modeste (+11,4 %). Cette différence entre croissance des livraisons et des investissements montre que la hausse du prix moyen des équipements se poursuit. Une inflation qui tient principalement à des expédi-

tions de serveurs équipés de GPU plus importantes qu’à l’accoutumé, pour offrir la puissance de calcul nécessaire à l’exploitation de l’IA.

L’IA commence à stimuler aussi le stockage

« La croissance des dépenses en infrastructure cloud continue d’être tirée par l’explosion des investissements liés à l’IA, qui n’ont pas seulement un impact sur les ventes de serveurs, mais ont également commencé à avoir une influence positive sur le stockage », précise Juan Pablo Seminara, analyste chez IDC. « Même si une certaine prudence persiste sur le plan sociopolitique, il est devenu évident que les plans d’investissement dans l’IA ne ralentiront pas […] L’amélioration des perspectives économiques contribue à des prévisions de dépenses très positives pour 2024 et 2025, où les dépenses axées sur le cloud augmenteront à un rythme à deux chiffres », poursuit-il. Les ventes d’équipements destinés



aux infrastructures cloud partagées ont très nettement contribué à la hausse globale du marché. Au premier trimestre 2024, elles ont généré un chiffre d’affaires en hausse de 43,9 % à 26,3 Md\$. En comparaison, la valeur du segment des infrastructures cloud dédiées s’est

située à 6,7 Md\$, soit 15,3 % de mieux qu’au premier trimestre 2024. Les fournisseurs de services hébergés étant les principaux tenants du cloud partagé, il est logique qu’ils soient aussi les plus dépensiers avec un montant d’investissements trimestriels de 32,2 Md\$ (+37,9 %).

Les acheteurs situés hors de cette catégorie ont dépensé 14,7 Md\$ (+5,8 %) quant à eux.

Retour de la croissance pour les infrastructures non-cloud en 2024

Sur l’ensemble de l’année 2024, IDC s’attend à ce que le marché total des infrastructures cloud progresse de 26,1 % à 18,3 Md\$. 108,3 Md\$ (+30,4 %) devraient être apporté par le segment des infrastructures cloud partagées et 30 Md\$ (+12,8 %) par celui des infrastructures cloud dédiées. Il faut également souligner que le cabinet d’études prédit aux ventes d’infrastructures non-cloud une hausse de 8,4 % à 64,8 Md\$ en 2024. Cela marquerait un retour de la croissance sur ce marché. De fait, les ventes de serveurs et de systèmes de stockage destinées à tous types d’environnements atteindraient dans leur ensemble 203 Md\$, dont 132,2 Md\$ (6,2 %) seront amenés par les fournisseurs de services hébergés.

Mots fléchés

Commune normande (trois mots)		Navire de guerre		Rapace		Devant Capone		Tas de pierres		Général sudiste		Échassiers	
Fantastique				Plancher surélevé		Calmant		Allongé					
												Trompé	
Grande ville algérienne		Affluent de la Dordogne					Titane			H2O			
							Fade				Béryllium		
											Rien à faire		
Petite sainte		Trace profonde								Véhicule urbain			
		Espion d'un roi								Possessif			
			Propice		Nattes								Situées chez le notaire
Aussitôt								Trompe	Colères anciennes				
Soeur du père													
				Chanteur français (Thomas)								Rude	
				Argent									
Comparable		Surface agricole		Capitale de la Norvège		Jaunisse	Pièce d'un bateau		Aires				
										Pronom			
										Défense anti-aérienne			
Beaucoup					Derrière				Après				
Partie creuse du violon									Importun				
			Naguère un peuple guerrier et nomade		Annonce à la belote							Archives télévisuelles	Amplement
					Toucher doucement								
Brut		Auberge						Fleuve côtier		Pronom personnel			
										Salutation angélique			
				Commune des Bouches-du-Rhône						Recueil d'anecdotes			
Rivière de Pologne		Pied de deux syllabes		Il est amené sur un modèle réduit au pays européen				A toi		Département français			
										Sot			
						Orifice respiratoire	Gros succès					Souillée	
							Amener vers soi						
Note de musique			Canal excréteur								Sélénium		
			Mois								Original		
Bosseler	Mois				Pièce de quincaillerie			Équipe anglaise					
								Césium					
								Démonstratif					
								Fer					
Métal précieux	Possédés				Navires					Département			
		Monticule de terre							Beau château				

Saisie de plus de 7.000 capsules psychotropes et arrestation de deux suspects

Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de drogue, relevant des services de police judiciaire de la sûreté de wilaya de M'sila, ont saisi 7.020 capsules psychotropes et arrêté deux individus, indique un communiqué publié mercredi par la cellule de communication de ce corps. Cette saisie est le résultat d'une enquête menée par les éléments de la brigade à la suite d'informations faisant état de la présence de deux individus commercialisant des substances psychotropes et autres drogues, précise le document. Les deux individus étaient en possession, de 0,6 grammes de cocaïne et d'une somme de 112.000 dinars "provenant sans doute de la vente de drogues", précise également le communiqué de la sûreté de wilaya.

FINANCE/CHANGES

Léger repli du dollar face aux autres monnaies

Le dollar s'inclinait légèrement en amont du compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale (Fed), plombé par des commentaires de son président, n'incitant pas à une baisse imminente de taux, mais tirait son épingle du jeu face au yen. Le billet vert baissait par rapport à la monnaie unique qui prenait 0,11% à 1,0758 dollar, et fléchissait quelque peu contre la devise britannique qui grappillait 0,06% à 1,2694 dollar. "Le dollar américain continuait de s'échanger à des niveaux légèrement plus faibles" après sa baisse "massive" de la veille, "en réponse aux commentaires conciliants du président de la Fed", Jerome Powell, expliquent des analystes. "Nous avons réalisé quelques progrès pour ramener l'inflation vers notre cible, alors que le marché de l'emploi est resté solide et que la croissance s'est maintenue. Nous voulons continuer dans ce sens", a déclaré le patron de la Fed lors du forum des banques centrales à Sintra (Portugal). L'institution monétaire attend toutefois "d'avoir davantage confiance" dans la trajectoire de l'inflation "avant de commencer à assouplir la politique monétaire". Malgré la petite faiblesse de la devise américaine, la monnaie japonaise refluit de 0,22% à 161,81 yens pour un dollar.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 4 juillet 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



62^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Le ministère des Moudjahidine remet des œuvres audiovisuelles aux établissements médiatiques

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, a procédé, mardi soir, en compagnie du ministre de la Communication, Mohamed Laagab, à la remise des œuvres audiovisuelles historiques réalisées par le secteur des Moudjahidine aux établissements médiatiques et aux chaînes de télévision nationales et étrangères. Il s'agit de 46 films documentaires, de 12 longs métrages et d'un récit sur disques durs externes, réalisés dans le cadre du soixantenaire de l'indépendance ou auparavant, au titre de la stratégie de préservation de la Mémoire nationale et du renforcement du nationalisme chez les générations montantes. La cérémonie s'est déroulée en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, de représentants d'organisations de la famille révolutionnaire et de la

société civile, ainsi que de personnalités historiques et de membres des familles de Chouhada et de Moudjahidine. A cette occasion, le ministre de la Communication a qualifié les œuvres remises aujourd'hui de "matière historique précieuse et inestimable", appelant les établissements médiatiques à les exploiter lors des différentes fêtes nationales. Les médias algériens ont grandement besoin de tels produits, a-t-il dit. Pour sa part, M. Rebiga a fait observer que cette démarche "s'inscrit dans le cadre de la coordination entre le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit et le ministère de la Communication en vue de la réalisation des objectifs tracés dans le plan d'action du Gouvernement en concrétisation du programme du président de la République et de ses 54 engagements, notam-

ment en matière de Mémoire et d'Histoire, qu'il a placées parmi les priorités stratégiques de l'Etat". Il a ajouté que ces œuvres contribueront à renforcer cette orientation pour "transmettre le message historique" dans le cadre des activités prévues par le secteur à l'occasion du 70^e anniversaire du déclenchement la Révolution de libération nationale. M. Rebiga a rappelé la vision stratégique du président de la République concernant l'industrie cinématographique, notamment en matière historique, visant à faire connaître et à immortaliser les héros et les symboles de l'Algérie à travers des œuvres cinématographiques. Il a, dans ce contexte, mis en avant les efforts de son secteur dans la documentation audiovisuelle au service de la préservation de la Mémoire et de la diffusion de la culture historique.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'Algérie a réalisé de grands progrès dans le domaine de la recherche scientifique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie a réalisé de grands progrès dans le domaine de la recherche scientifique, saluant les efforts consentis par l'Armée nationale populaire (ANP), notamment en ce qui concerne la recherche de nouveaux outils scientifiques. Dans son allocution reprise d'un documentaire intitulé "Des élites dignes de poursuivre la marche", diffusé, mardi soir, sur la Télévision algérienne, et produit par la Direction de la communication, de l'information et de l'orientation de l'Etat-major de

l'ANP, le président de la République a salué "les efforts consentis par l'ANP, notamment en ce qui concerne la recherche de nouveaux outils scientifiques à même de conférer à l'Algérie une plus grande immunité". Le président de la République a rappelé, à ce propos, avoir déjà insisté sur l'importance de la recherche scientifique lors de l'inauguration de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle, estimant que les actions "accomplies par l'ANP dans tous les domaines, en particulier celui de la recherche scientifique, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et

de la Recherche scientifique ont permis à l'Algérie de faire des pas de géant en la matière". Le film documentaire est revenu sur la cérémonie de sortie de promotions présidée par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'Académie militaire de Cherchell (AMC) "défunt Président Houari Boumedienne", à savoir la 55^e promotion de formation fondamentale, la 17^e promotion de formation militaire commune de base et la 8^e promotion d'officiers du cycle Master, sorties de cette prestigieuse cita-

delle de formation des cadres militaires, s'armant des différentes sciences, s'imprégnant des valeurs nationales et républicaines et conscients de tous les contextes et mutations marquant le monde d'aujourd'hui. Le film documentaire a recueilli les impressions des premiers lauréats honorés et de leurs proches, à travers lesquelles ils ont affirmé la détermination de l'élite militaire à accomplir pleinement ses missions, et exprimé leur attachement au serment de fidélité et être les porte-étendards des aîeux, en vue de défendre l'Algérie et de protéger sa souveraineté na-

tionale. Le documentaire a, en outre, abordé la visite effectuée par le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, à l'Académie militaire de Cherchell (AMC), la veille de la cérémonie annuelle de sortie des promotions, où il a présidé une rencontre d'orientation, lors de laquelle il a souligné l'importance que revêt le système de formation à l'ANP, en tenant compte du niveau d'instruction scientifique et cognitive, ainsi que des épreuves pratiques de l'officier diplômé.

APS

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Dans une précédente chronique, nous avons parlé de l'évolution du capitalisme sur les deux derniers siècles. Au cours du dernier demi-siècle, l'évolution a pris une dimension beaucoup plus financière qu'économique. Le pouvoir de décision est sorti des mains des industriels et autres acteurs économiques pour aller dans les mains des financiers et des banquiers. L'articulation entre banques centrales et banques commerciales est devenue quasi-organique alors que dans la conception originelle, celle-ci devait rester une relation de supervision et de contrôle, et surtout de quasi-subordination des banques commerciales à la Banque centrale. Ce renversement de situation en faveur du système financier est dû, fondamentalement, à la prise de contrôle par les financiers et surtout par la part de la dette dans les bilans des entreprises. L'autre cause des dérèglements financiers est celle en rapport avec la monnaie et les marchés financiers. Au lieu d'appliquer la prudence qui serait de règle, les banques centrales ont accéléré leur mission de créa-

tion de la monnaie au cours des dernières années par la transformation des dettes en monnaie fiduciaire. Autrefois, elles ne se souciaient que de la stabilité des prix qui est leur mission principale. Puis elles ont jeté leur dévolu sur la croissance et le chômage. Après la crise financière mondiale, elles ont commencé à s'occuper aussi de la stabilité financière. Elles ont maintenant adopté le « ciblage de l'inflation moyenne », en utilisant les outils à leur disposition pour tenter d'atteindre un taux moyen de 2 % à terme. L'endettement est souvent qualifié d'argent facile ; et donc on a tendance à en abuser. Au final, ce sont les banques et autres établissements financiers d'intermédiation qui tirent le plus de profit de l'économie d'endettement. L'endettement des Etats (dette interne et externe) est en tête des risques économiques qui pèsent sur plusieurs pays. Les pays qui s'endettent massivement (surtout lorsqu'il s'agit de la création monétaire pour financer des déficits budgétaires) ne se sont jamais relevés, malgré leur potentiel économique de croissance

(Argentine, Grèce, Turquie, Egypte...). Une dette qui ne produit pas, à court terme, une croissance forte et soutenue, sur longue période, conduit fatalement à une inflation, l'autre Menace qui pèse sur l'économie, d'autant plus que dans le cadre de du libre échange et de la globalisation du commerce, l'inflation se transmet d'une économie à une autre avec une grande rapidité. Dette et inflation ouvrent grand le couloir à la récession. Sur un autre registre, l'évolution des grands groupements économiques laisse penser que le capitalisme financier occidental (incarné par le G7) est en train de céder le pas devant le nouveau groupement appelé BRICS+. La contribution de ces derniers au PIB mondial (2024-2029) est estimée à 44.3%, (dont China 21.2% et India 14.2%) ; en face le G7 contribue à 20.1% (dont USA 11.9%). Pour le moment les pays émergents (BRICS+) ne sont pas affectés significativement par la financiarisation à outrance de leurs économies, mais la contagion est facile, à moins de réfléchir à un système financier moins prédateur.

La prédation financière